International Associations

activities - congresses - publications

Associations Internationales

activités - congrès - publications

1971/6

MENSUEL • 1, rue aux Laines - 1000 Bruxelles - Belgique • MONTHLY

23e ANNÉE - 23rd YEAR

JUIN-JUILLET 1971 JUNE-JULY

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
UNION
DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Executive Council
Comité de Direction

President : President :
F.A. CASADIO, Directeur, Societa Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie) :
Vice-Présidents ; Vice-Présidents :
W. ETEKI-MBOUMOUA (Cameroun).
Ancien Ministre de l'Education et de, la Culture.
Mohamed Aly RANGOONWALA (Pakistan)
Chairman of the Pakistan National Committee of

Membres : Members :
Th. CAVALCANTI, (Brésil).
Président de l'Institut de Droit Public de la Fondation Getulio Vargas.
F.W.G. BAKER, (U.K.)
Executive Secretary, International Council of Scientific Unions.
Nikola A. KOVALSKY (U.R.S.S.)
Directeur adjoint de l'Institut du mouvement de l'U.R.S.S.
Roland RAINAUT (France)
Ancien Directeur de l'Information et de la Presse de l'O.E.C.E.
Andrew E. RICE- (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for International Development.
Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.
S.K. SAXENA (India)
Secretary-General of the International Cooperative Alliance.
Louis VERNIERS (Belgique)
Secrétaire Général Honoraire du Ministère Belge de l'Education et de la Culture.
Secrétaire Général : Secretary-General :
Robert FENAUX (Belgique).
Ambassadeur honoraire de Belgique.

« International Associations »
«Associations Internationales »

Editorial Committee :
Comité de Rédaction :

Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Jere W. CLARK
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK
Thai Wo TSAN

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

23e ANNEE 6-1971 23nd YEAR
JUIN JUNE

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Editorial 330

Types of Problem 332

Préoccupations, Etudes et Actions Communes des OING : une enquête de l'UAI 337

Un hommage à Georges Patrick Speeekaert 346

Les sociétés internationales à but lucratif 350

The Use of « Multi-Meetings » 354

NGOs and the Search for Economie and Social Justice by Elise Boulding 360

Résumé français 367

Books, reports, and proceedings received … . . . 369

Ouvrages, rapports et comptes rendus reçus 369

News from international associations 373

A l'écoute des associations internationales 373

New international meetings announced 385

Copyright 1971 UAI
Views expressed in the articles, whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UAI.

Published MONTHLY by
Union of International Associations (founded 1910)
Annual subscription : $ 11 or £3.75
Editor, Administration : 1. rue aux Laines, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02)11.83.96.
Advertising Manager : Roger Ranson.,
35, boulevard de la République, Saint-Cloud, 92 France.
Tél. 605 - 39.78.
Methods of Payment : see last page of this issue.
Other UAI Publications : see last page of this issue.

Copyright 1971 UAI
Les opinions exprimées dans les articles, signés ou non, ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UAI.

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)
Abonnement un an : 450 FB, 45 FF, 40 FS.
Rédaction , Administration : 1. rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique) - Tél. (02)11.83.96.
Délégué, Direction de la Publicité : Roger Ranson,
35, boulevard de la République, Saint-Cloud, 92 France
Tél. 605 - 39.78.
Modes de Palement : voir dernière page de ce numéro-
Autres Publications de l'UAI : voir dernière page de ce numéro.

Editorial

En conclusion de trois colloques de l'UAI

Le concert des associations

« *Tout notre univers est en proie à la discordance* ».

Gide.

« *Le monde moderne, qui a prodigieusement modifié notre vie matérielle, n'a su se faire ni des lois, ni des mœurs, ni une politique, ni une économie, qui fussent en harmonie avec ces immenses changements, ses conquêtes de puissance et de précision* ».

Valéry (Variété IV)

Emile de Girardin, le précurseur des grands maîtres du journalisme contemporain, disait de la presse qu'elle est « un grand concert où chaque journal a sa partie à jouer ». On en pourrait dire autant des associations, ces cadres de l'organisation non gouvernementale dont les instruments si divers orchestrent notre univers.

Au commencement était le chaos, l'abîme des éléments les plus confus. Et puis l'intérêt commun a suscité l'association, à quoi l'état moral et l'état social des peuples a longtemps répugné.

L'idée d'association s'est imposée au cours du 19e siècle et tous les penseurs du temps y ont fait allusion et réflexion. Benjamin Constant disait que « la liberté, l'ordre et le bonheur des peuples sont le but des associations humaines ». Lamennais a bien vu « tout ce que peut opérer la force d'association constamment dirigée vers un même but ». Pour Auguste Ott, un économiste aujourd'hui oublié, « l'association est le grand mot du problème posé à la civilisation moderne » (1). Citons encore Edmond About : « c'est l'association, fondée sur la solidarité des individus qui crée la sécurité, l'abondance et la force ». Qui le contesterait un siècle plus tard, à la lumière des faits ?

(1) « Des conséquences de l'égoïste en politique et en industrie» (1840).

En agissant à l'enseigne de *l'Union des associations internationales*, notre Institut a décidé, l'hiver dernier, d'entreprendre une grande enquête sur une vingtaine de sujets qu'il a suggérés comme étant d'intérêt commun au réseau de l'organisation non gouvernementale. Procédant méthodiquement selon son habitude, M. Speeckaert avait envoyé un questionnaire aux associations résidant dans trois des grands centres de l'organisation non gouvernementale, Paris, Genève et Bruxelles, en vue d'y organiser des colloques qui ont finalement permis l'analyse, le classement et le commentaire des réponses reçues — des réponses pleines d'intérêt. On trouvera les résultats de cette consultation dans le présent numéro de notre revue.

* * #

Un premier enseignement est à tirer des trois colloques ; le démenti infligé à ceux qui doutaient encore de ce qu'il pût y avoir de commun entre des associations à but idéologique, social, culturel, scientifique, professionnel ou autre. Dans la société fermée des Etats, on trouve naturel que des hommes de diverses conditions, civils et militaires, religieux et laïcs, intellectuels et manuels, soient tenus par des liens communs de civisme, d'hygiène ou de police... En quoi donc la société internationale différerait-elle à cet égard de la Cité, sinon par un simple retard de conscience et d'organisation ?

Faudrait-il un récent témoignage de cette solidarité universelle, nous le trouverions dans l'émotion soulevée par la résolution 8 (§ 9) de la dernière conférence de l'Unesco enjoignant au Directeur général de cette institution d'enquêter sur l'attitude des OING ayant des rapports avec l'Afrique australe (1).

Sans doute en l'occurrence la réaction des OING eût-elle gagné à être immédiate, Il fallait à cela plus de cohésion, plus d'organisation dans la défense des intérêts communs et pour tout dire autre chose que la pratique actuelle du statut consultatif qui fonctionne à la manière des carabiniers d'Offenbach, quand l'incendie s'est éteint.

* * *

C'est ici que le questionnaire de l'UAI et les priorités qu'il a suscitées prennent leur sens. Toutes les réponses reçues témoignent d'un souci de coopération et le plus grand nombre d'entre elles marquent leur degré d'intérêt pour un ensemble d'initiatives de solidarité touchant à des problèmes généraux communs au réseau des OING.

Ainsi de la convocation d'une *table ronde* destinée à examiner la place et le rôle des OING dans la société universelle d'aujourd'hui et de demain, en vue d'un *Congrès mondial* des OING qui, un jour faste, au terme d'une longue réflexion, dégagerait les points de vue communs aux OING « dans l'autonomie de chacun et la solidarité de tous ». Les travaux préparatoires de ces assises réuniraient des représentants d'organisation intergouvernementale et non gouvernementale, des personnalités et des hauts fonctionnaires d'Etat, des professeurs et des chercheurs, aussi des représentants des milieux économiques et sociaux. .

Que d'études à mettre en chantier dans la perspective de cette nouvelle société universelle, de l'avis des associations consultées, depuis l'administration d'une OING jusqu'aux fins mêmes d'une politique de développement... Etudes budgétaires des ressources et des dépenses. Etudes techniques d'une gestion moderne et de la nouvelle fonction internationale privée en vue d'aboutir notamment à une participation plus active des membres des OING. Etudes sociologiques des moyens à mettre en œuvre pour intéresser davantage les OING aux problèmes du tiers monde.

Un point important vise la coopération des OING à l'institution par l'UAI d'un centre d'information « Inter-Contact » et d'une banque des données internationales basées sur ordinateur.

Enfin nos lecteurs trouveront au compte rendu des colloques l'intérêt marqué à l'obtention rapide d'un statut juridique de l'organisation non gouvernementale. Ce vieux sujet allait sans dire et c'est pourquoi il ne figurait pas au questionnaire, mais de nombreux membres du colloque ont trouvé que cela allait encore mieux en le disant et le redisant. Il est vrai que dans un monde construit exclusivement sur des fondements juridiques d'Etat, la considération va davantage à ce qui est *de droit* qu'à ce qui est *de fait.* Or dans l'état actuel des choses les « forces transnationales » ne peuvent se manifester qu'indirectement et discrètement, du consentement des Etats et par leur entremise.

La consultation verbale des OING se fait en cure-dent, à la table des délégations gouvernementales, quand les positions sont prises et quelquefois les résolutions rédigées, alors même que les OING sont fondamentalement concernées. C'est cela qui est anormal au sens premier du mot : « contraire à l'ordre rationnel des choses ; qui n'est pas tel qu'il doit être ».

Fort heureusement le vent souffle au changement dans les voiles de la nouvelle société internationale.

Robert FENAUX.

(1) Nous reviendrons dans notre prochain editorial à cet événement qui a donné lieu à une résolution intérimaire du Conseil exécutif de l'Unesco après une journée de débat surtout marquée par l'attitude objective et comprehensive de M. René Maheu à l'égard des associations internationales.

Types of Problem

PROBLEMS AND ORGANIZATIONAL STRATEGY

The main problem in the study of « problems » and the organizations attempting to solve them is that the environmental context of organizations is changing, at an increasing rate, and towards increasing complexity. In many cases, the changed texture of the environment is not recognized by the executive body of an organization until it is too late. It fails entirely to appreciate that a number of outside events are becoming connected with each other in a way that leads up to irreversible general change. The first response to this situation is to make an herculean effort to defend the traditional approach. When this does not succeed, many upheavals and changes in approach take place, until a « redefinition of mission » is -agreed, and slowly and painfully the organization re-emerges with a very much altered programme, and something of a new identity.

It was this experience and a number of others not dissimilar, by no means ail of them industrial (and including studies of change problems in hospitals, prisons, and in educational and political organizations), that gradually led two scholars, F.E. Emery and E.L. Trist, to feel a need for redirecting conceptual attention to the nature of the organization environment *. They isolated four « ideal types » of organization environment. An attempt has been made below to define the four types of problem which may be associated with each of the four types of organizational environment described by Emery and Trist.

Type 1 : Docile, isolated problems.

The simplest type, of problem is relatively isolated. This means, that it is in effect « contained » by an organized and orderly environment. An organization is therelore free to locate such problems and move towards them, attack, and eliminate them. Because such problems are randomly distributed, there is no necessity for an organization to make any distinction between tactics and strategy. The optimal strategy is just the simple tactic of attempting to do one's best on a purely local basis. The best tactic, moreover, can be learned only by trial and error, and only for a particular class of local, environmental variances. This means that organizations can easily adapt to each new problem as it is located within their domain.

F.E. Emery and E. L. Trist. « The Causal Texture of Organizational Environments ». Human Relations, vol. 18 (1965) p. 21-32.

Type 2 : Docile problem groups.

The situation becomes more complex when the problems are no longer isolated, but are grouped or clustered together in certain ways. The solution to a problem in one part of the structure may be compensated by some increase in strength of some other part of the problem cluster.

An organization under these circumstances can no longer afford to attempt to deal tactically with each new environmental variance as it occurs. Some form of strategy is required. The organization needs to know how to manoeuver in its environment around the problem cluster in order to find the most useful method of attack. To pursue a goal under its nose may lead it into part of the field fraught with danger, while avoidance of an immediately difficult issue may lead it away from potentially rewarding areas.

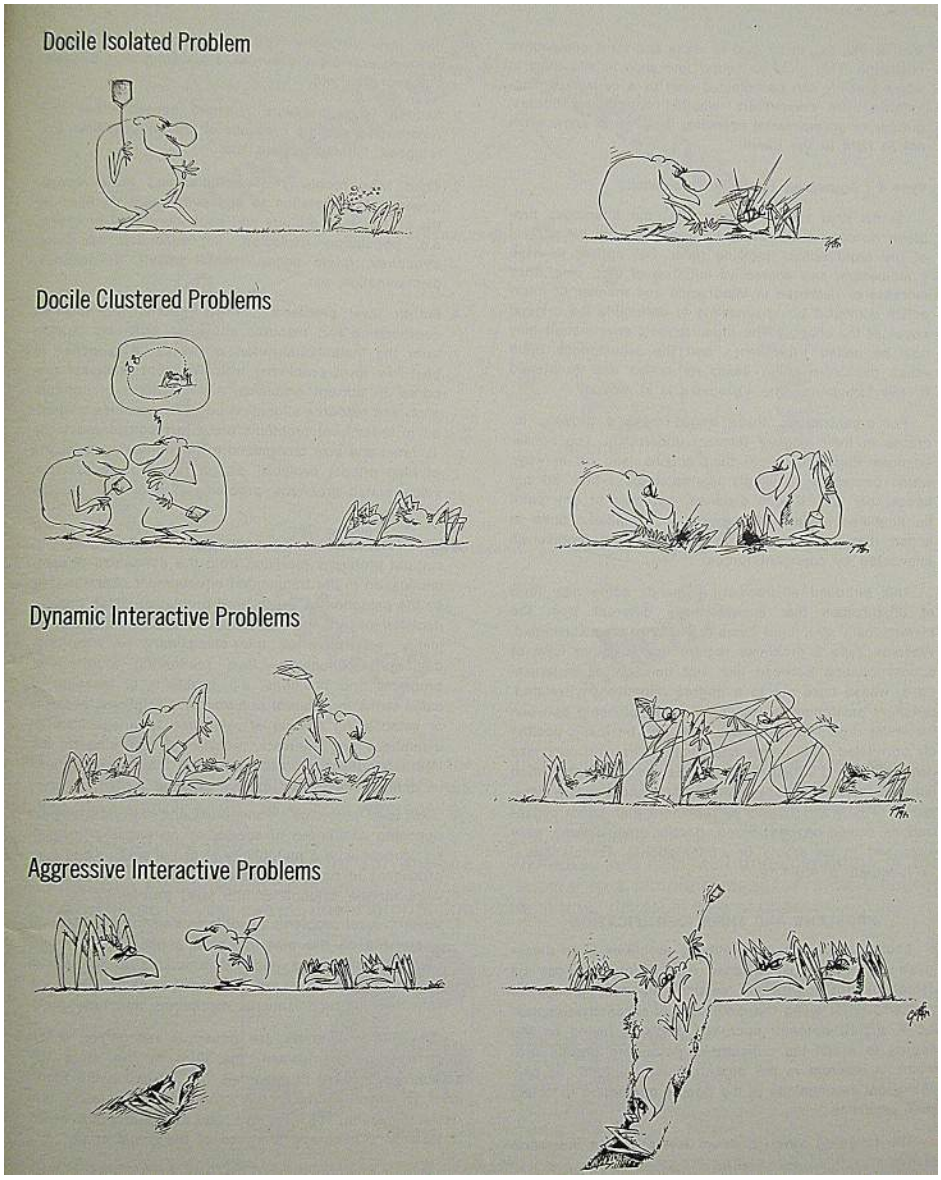
The organization has to learn to concentrate its resources, organize them in terms of a general plan, and develop a distinctive competence in handling certain types of problems. Organizations under these conditions, therefore tend to grow in size and become hierarchical with a tendency towards centralized control and coordination. -

Type 3 : Dynamic interactive problems.

This is a situation when changes in one problem area give rise to changes in another problem area. The situation is complicated because it is no longer possible for an organization to assume a that it can act without taking into account other organizations. Several, or even many, organizations may be concerned with the same group of interacting problems. The solution of one problem by one organization may create several new problems for other bodies.

The goal of one organization may be the same as the goal of another organization. Noting this, each will wish to improve its own chances by hindering the others, and each will know that the others must not only wish to do likewise, but also knows that each knows this. Unfortunately, this attitude is not only applicable to profit making organizations, but also to non-profit organizations. Thus two organizations with the same non-profit objective (whether it be « development », « refugee-relief », etc.), will not always be purely cooperative in their relationships with one. another. As soon as one organization feels that the other is infringing upon its « territory », it starts, indirectly, attempting to hinder the other.

It now becomes necessary to define the organizational objectives in terms of capacity or power to move more or


Docile Isolated Problem
Docile Clustered Problems
Dynamic Interactive Problems
Aggressive Interactive Problems

less at will, i.e., to be able to make and meet competitive challenge. This gives particular relevance to situations in which stability can be obtained only by a certain coming-to-terms with competitors, whether enterprises, interest groups, or governmental agencies. One has to know when not to fight to the death.

Type 4 : Aggressive interactive problems.

In the final stage of complexity, the interactive problems do not merely respond unpredictably to the actions of the organizations tackling them, but appear to have a momentum and aggressive initiative of their own. They increase or decrease in importance and manner of interaction without it being possible to determine the original cause of the change. The organization's environment may now be called «turbulent» and the assumptions upon which the organization - bases its action are threatened by this turbulence. The « ground » is in motion.

For organizations, these trends mean a growing increase in their area of relevant uncertainty. The consequences which flow from their actions lead off in ways which become increasingly unpredictable : they do not necessarily fall off with distance, but may at any point be amplified beyond all expectations; similarly, lines of action that are strongly pursued may find themselves attenuated by emergent forces.

This turbulent environment demands some new form of organization that is essentially different from the hierarchically structured forms to which we are accustomed. Whereas Type 3 problems require one or other form of accommodation between like, but competitive, organizations, whose fates are to a degree negatively correlated, turbulent environments require some relationship between dissimilar organizations whose fates are, basically, positively correlated. This mains relationships that will maximize cooperation and which recognize that no one organization can take over the role of «the other» and become paramount. It is in this type of environment that matrix organizations should be considered. (Matrix organizations were discussed in an article in « International Associations », 1971, March, p. 154-170).

PROBLEMS AND THEIR IDENTIFICATION

Another approach to identifying problems is to distinguish different levels of ease with which they can be detected. In the previous section, the four groups of problems differ along the dimension of simplicity/complexity. A slightly different approach below is based on the degree to which the difficulty of perceiving certain problems is inherent in the organizational, cultural, or psychological assumptions of the people attempting to detect such problems.

The following seven problem levels are an indication of this :

1. First level problems : direct consequence of lack of adequate economic resources, e.g. malnutrition, disease, rich-poor gap, etc.

2. Second level problems : social consequences and repercussions of the presence of primary problems, e.g. refugees, illiteracy, crime, etc.

3. Third level problems : economic and social consequences of adaptation to an environment modified by the presence of primary and secondary level problems, e.g. population explosion, impoverization of social structures, urban decay, mental health, delinquency, discrimination, etc.

4. Fourth level problems : organizational (or societal) coordination and resource allocation problems (arising from the institutionalization of organized response to past low level problems) which prevent adequate response to current problems, e.g. problems of coordination and resource allocation between agencies interested in lower-level problems previously considered to be isolated and now recognized to be interacting, selection of high priority projects, design of adequate systems, value-related problems, problems of relevance, credibility, etc.

5. Fifth level problems : conceptual, psychological and cultural problems (deriving from the difficulties of communication in the fragmented environment characterized by the presence of fourth level problems) which prevent decision-makers and their supporters from being able to justify inter-territorial, inter-disciplinary or inter-jurisdictional solutions — thus reinforcing fourth level problems and positions, e.g. problems of meaning of same terms in different cultures or disciplines, problem of establishing criteria of relevance to a spectrum of disciplines and interests, problem of focussing on the interdependence of disciplines and interests, problems of defining integrated closed systems.

6. Sixth level problems : conceptual and cultural problems opposing awareness of society as an ongoing integrated process with a multiplicity of social entities and subprocesses in ecological balance — providing a framework for the solution of fifth level problems.

7. Seventh level problems : problems deriving from lack of awareness on the part of social entities of their particular positive and negative functions in the social process in which they are embedded —namely feedback sensitivity of organizations, disciplines and individuals.

The first two levels are generally recognized within governmental programmes, the third in the more far-sighted government programmes (e.g. Unesco), the fourth level by those studying the problems of planning and decision-making, the fifth level and above are only noted in isolated studies and analyses of the social crisis.

A.J.

Préoccupations, Etudes et Actions communes des OING

UNE ENQUETE DE L'UAI

« L'autonomie de chacun et la solidarité de tous ». « L'établissement d'une entente n'est que l'une des formes de l'exercice d'une action autonome. Et semblable accord est aussi désirable pour l'unité des efforts que pour la simplification des moyens ». « Donner à chacun la puissance d'action de l'ensemble ».

Ces trois idées formulées avant 1914 par les fondateurs de l'UAI ainsi que les problèmes nouveaux qui se posent à l'ensemble des organisations internationales non gouvernementales ont incité l'UAI à consulter un certain nombre de ces dernières.

Cette consultation fut menée, au cours du quatrième trimestre 1970, de deux façons : par écrit en envoyant à 250 OING de types très divers une liste de vingt sujets d'étude ou d'action et verbalement sous la forme de réunions de consultation tenues successivement à Paris le 15 octobre, à Genève le 28 octobre et à Bruxelles le 17 décembre.

L'objectif poursuivi

Pour préciser l'objectif de l'UAI, citons le début de sa circulaire d'invitation :

« Comme toute organisation nous avons à établir, dans un esprit de continuité et de progrès, le programme de nos travaux futurs. Etant donné le rôle de l'UAI, nous désirons bien entendu établir ce programme en collaboration étroite avec les OING. « Mais de plus et surtout, il nous paraît nécessaire que ceux qui ont la responsabilité de la direction d'importantes OING se concertent. « Certaines évolutions, entr'autres dans le cadre des relations des OING avec les organisations intergouvernementales, les sociétés multinationales ou les fondations, les perspectives offertes par les nouveaux types de services d'information, de même que nos préoccupations communes pour l'avenir en ce qui concerne les questions de personnel, d'équipement, de financement, de taxation, etc... ou encore les complications qui naissent de l'action en ordre dispersé des groupes qui entendent oeuvrer pour les OING, font qu'il vaut la peiné de passer quelques Heures à nous informer mutuellement et voir ensemble ce qui devrait faire l'objet d'une étude ou d'une action, confiée soit à l'UAI soit à un autre organisme ou réalisée par le moyen d'une entreprise commune.

« Plus de vingt ans d'amicale collaboration avec tant d'OING ne nous laissent pas ignorants du travail pressant auquel leurs dirigeants ont continuellement à faire face. Mais nous pensons que la permanence et le poids croissant des difficultés quotidiennes rendent précisément plus nécessaire une halte de réflexion ».

L'UAI est extrêmement reconnaissante aux 52 OING qui ont bien voulu faire une réponse écrite à son questionnaire ainsi qu'aux quelque 75 organisations qui ont participé au total aux trois tables rondes. La liste en est publiée en annexe. Elle remercie très vivement la Chambre de Commerce Internationale, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et la Banque de Bruxelles d'avoir mis leurs salles de réunions à sa disposition.

Le questionnaire et les réponses •

Le questionnaire se présentait sous la forme d'une liste de onze sujets groupés sous le titre de « Problèmes généraux » et de neuf sujets groupés sous le titre de « Problèmes de personnel, de financement, de fonctionnement et de services ». Les OING étaient invitées à cocher les sujets qu'elles considéraient comme intéressants et à préciser ceux qu'elles estimaient prioritaires en leur donnant un numéro d'ordre de 1 à 10 au maximum. Voici à la fois les sujets soumis par l'UAI et les indications contenues dans les 52 réponses écrites.

A. - PROBLEMES GENERAUX

1) *Mise en pratique par les OING du* système *des* associations momentanées, par *la création d'organisations ou comités internationaux pour une tâche déterminée*

et unique et donc pour une durée limitée, sous les auspices de plusieurs OING (avec le concours éventuel d'OIG).

Ce sujet a été coché par 21 OING et considéré par 3 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action (1).

2) *Intérêts et méthodes des contrats opérationnels conclus entre les OING et les organisations intergouvernementales, les fondations, les services publics, sociétés industrielles, etc...*

Ce sujet a été coché par 23 OING et considéré par 2 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

3) *Moyens à mettre en œuvre pour accélérer l'inclusion dans les programmes de travail des OING ou les ordres du jour de leurs congrès de questions intéressant le Tiers-Monde; pour apporter une attention accrue au problème du développement dans la façon d'aborder tous les problèmes (ce qui suppose dans le cas de beaucoup d'OING une révision fondamentale de leurs attitudes et intérêts).*

Ce sujet a été coché par 31 OING et considéré par 7 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

4) *Principales difficultés rencontrées par les OING pour l'obtention d'une participation plus active des membres, en même temps que leur extension géographique et l'accroissement parallèle des contributions financières; moyens à. utiliser; avantages et inconvénients des secrétariats régionaux.*

Ce sujet a été coché par 32 OING et considéré par 5 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

5) *Problème de la participation des jeunes aux activités des OING.*

Ce sujet a été coché par 21 OING et considéré par une d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

6) *Etude des ressources et des dépenses des OING et de la question du financement futur de leurs activités.* Ce sujet a été coché par 31 OING et considéré par 4 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

7) *Lancement d'une campagne pour attirer l'attention des fondations sur la capacité de recherche et d'activités opérationnelles* qu'offrant *les OING et leurs branches nationales ainsi que sur leur capacité de préciser les besoins fondamentaux qui se posent dans tel secteur ou dans telle région. Soutien que les OING peuvent apporter aux fondations, dans la mise en cause qui est faite du principe même de leur existence.* Ce sujet a été coché par 28 OING et considéré par 5 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

8) *Examen des raisons et des modalités de création de fondations internationales par les OING.*
Ce sujet a été coché par 13 OING et considéré par une d'entre elles comme devant constituer l'objectif n°1 d'étude ou d'action.

9) *Relations futures des OING avec les sociétés transnationales à but lucratif.*

Ce sujet a été coché par 16 OING et considéré par une d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

10) *Convocation d'une Table-ronde d'un niveau élevé égale dans tes cinq groupes suivants : a) organisa-d'aujourd'hui et de demain, compte tenu des changements dans l'environnement international et des problèmes qui se posent à l'humanité. Une cinquantaine de participants pourraient être choisis en proportion égale dans les cinq groupes suivants : a) organisations intergouvernementales; b) organisations non-gouvernementales; c) personnalités politiques ou hauts fonctionnaires nationaux; d)* professeurs *d'universités, chercheurs et dirigeants de centres nationaux d'étude des relations internationales; e) milieux économiques et sociaux.*

Ce sujet a été coché par 35 OING et considéré par 8 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

11) *Convocation d'un Congrès mondial des organisations internationales non gouvernementales, qui examinerait les résultats des travaux de la Table-ronde et dégagerait, dans l'autonomie de chacune et la solidarité de toutes, les points de vue communs des OING, sur les conditions nécessaires au plein emploi de leur potentiel, sur leur contribution à l'œuvre des organisations intergouvernementales, sur une conception et un programme de l'organisation internationale globale.*

Ce sujet a été coché par 19 OING et considéré par 2 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

B. - PROBLEME DE PERSONNEL, DE FINANCEMENT, DE FONCTIONNEMENT ET DE SERVICES.

12) *Organisation de la carrière du personnel des OING : problèmes de recrutement, de formation, de rotation, de rémunération et pension.*

Ce sujet a été coché par 27 OING et considéré par 5 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

13) *Préparation du second Séminaire de Turin : la gestion moderne des OING.*

Ce sujet a été coché par 30 OING et considéré par 4 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

14) Application de la TVA à l'activité des OING établies dans les pays du Marché Commun.
Ce sujet a été coché par 17 OING et considéré par 3 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

(1) Le système d'association momentanée a fait l'objet d'un article publié dans le numéro d'avril 1971 d'Associations Internationales, pp. 205-217.

15) *Etablissement par les OING, pour leurs congrès, d'un cahier de charges type à soumettre aux Comités* locaux *d'organisation et aux prestataires de toute la* gamme des *services professionnels et commerciaux intervenant dans l'organisation et le fonctionnement des réunions internationales.*

Ce sujet a été coché par 24 OING et considéré par 3 d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

16) *Perspectives d'avenir en matière de construction, par les Etats ou les Villes* à *l'instar des centres culturels ou des palais des congrès, de maisons internationales destinées à héberger tes secrétariats d'OING.* Ce sujet a été coché par 22 OING et considéré par une d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

17) *Développement par l'UAI d'un centre d'information INTER-CONTACT et d'une banque de données internationales, basés sur ordinateur, dans lesquels les OING pourraient devenir associés-coopérateurs.* Ce sujet a été coché par 26 OING et considéré par deux d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

18) *Création, comme organisme annexe de l'UAI, d'un Musée-Centre d'études historiques et de futurologie de la coopération internationale, pouvant tout spécialement aider les professeurs d'université, chercheurs et étudiants et favoriser les relations entre ceux-ci et les OING.*

Ce sujet a été coché par 10 OING mais n'a été considéré par aucune d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

19) *Aide que l'UAI pourrait apporter pour la vente des publications des OING aux organismes, centres, bibliothèques ou libraires qui s'intéressent d'une façon générale* à *toute publication internationale; pour la distribution d'ouvrages de presse aux grands journaux et revues; éventuellement dans certains cas comme maison d'édition.*

Ce sujet a été coché par 30 OING mais n'a été considéré par aucune d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

20) *Collaboration que l'UAI pourrait apporter sur le plan administratif et de la diffusion aux conférences et groupements d'OING insuffisamment pourvus de secrétariats.*

Ce sujet a été coché par 17 OING et considéré par une d'entre elles comme devant constituer l'objectif numéro 1 d'étude ou d'action.

Les priorités

Pour faire mieux ressortir l'intérêt des indications contenues dans les réponses, nous avons tenu à conserver aux vingt sujets l'ordre qu'ils avaient dans le questionnaire. Comme on a pu le voir le double ordre de préférences s'établit de la façon suivante :

a) nombre d'approbations

35 en faveur du 10	23 en faveur du 2
32 en faveur du 4	22 en faveur du 16
31 en faveur du 3	21 en faveur du 1
31 en faveur du 6	21 en faveur du 5
30 en faveur du 13	19 en faveur du 11
30 en faveur du 19	17 en faveur du 20
28 en faveur du 7	17 en faveur du 14
27 en faveur du 12	16 en faveur du 9
26 en faveur du 17	13 en faveur du 8
24 en faveur du 15	10 en faveur du 18

b) objectif s n°1

8 en faveur du 10 -	2 en faveur du 2
7 en faveur du 3	2 en faveur du 17
5 en faveur du 4	2 en faveur du 11
5 en faveur du 7	1 en faveur du 16
5 en faveur du 12	1 en faveur du 5
4 en faveur du 6	1 en faveur du 20
4 en faveur du 13	1 en faveur du 9
3 en faveur du 15	1 en faveur du 8
3 en faveur du 1	0 en faveur du 19
3 en faveur du 14	0 en faveur du 18

Le parallélisme des opinions exprimées dans les deux tableaux est assez frappant. Les lecteurs attentifs constateront d'autre part qu'il y a 58 objectifs numéro 1 pour 52 réponses. La raison en est que quelques-unes contenaient plusieurs numéros et qu'il fallait ou n'en reprendre aucun ou prendre les deux ou trois sujets dont certains ont voulu souligner particulièrement l'intérêt qu'ils avaient de leur point de vue.

Les réunions de consultation

Au début des réunions de consultation, il avait été indiqué aux participants que chacun était invité à parler en son nom personnel, sans engager son organisation et sans que le procès-verbal ne fasse mention des noms. Les observations, tout en restant axées sur les questions ou le genre de problèmes soulevés dans le questionnaire, ne devaient pas suivre l'ordre des sujets ni être liées à ceux-ci. Les résultats du dépouillement des réponses écrites étaient distribués à l'arrivée des participants. Plusieurs mentionnèrent combien ces résultats leur paraissaient remarquables.

Le climat général des réunions fut excellent et la participation très active. Il fallut chaque fois arrêter à l'heure prévue les échanges de vues, qui a Paris et à Genève comportaient une séance le matin et une l'après-midi et à Bruxelles une seule séance étant donné qu'il s'y était déjà tenu trois mois plus tôt une première réunion plus restreinte destinée à préparer l'enquête écrite et les réunions de consultation.

L'intervention suivante faite à Genève et que nous extrayons du compte rendu sténographique résume assez bien le ton général : « XXX se déclare impressionné par le dépouillement du questionnaire. Le fait que la Table ronde ait suscité le plus grand nombre de réponses et ait reçu la priorité reflète le désir des OING de réfléchir en commun sur leur situation actuelle. Face à la multiplication de leur nombre et à l'accroissement de la technicité, elles doivent conserver leur spécificité mais disposer de services communs. L'UAI pourrait se consacrer à la mise en place de tels services. Il faudrait également créer des coalitions ad hoc pour un programme déterminé. Ainsi un programme né dans une OING pourrait recevoir l'appui d'OING « parentes ». Ces coalitions seraient temporaires et rendraient nécessaire une communication entre les OING».

Sans plus faire de distinction entre ce qui a été dit à Paris, à Genève ou à Bruxelles mais au contraire en regroupant les passages de leurs procès-verbaux respectifs concernant les mêmes questions, prenons celles-ci l'une après l'autre.

Diversité des OING

L'extrême diversité des OING rend toute action commune très difficile, fait remarquer un des participants.

D'accord et certes il y a même une différence fondamentale entre les OING professionnelles — et à fortiori les sociétés transnationales — et les OING idéologiques, mais il est de plus en plus évident que marcher en ordre dispersé est une folie, estime un autre participant.

Il convient, souligne un troisième, de distinguer le plan du phénomène et le plan du droit. Les OING ne sont pas des structures neutres : elles sont orientées et sollicitées par des idéologies différentes et même contradictoires. Mais quel que soit le contenu de leurs idéologies, un point commun peut les unir : leur statut.

Bien que les OING puissent être apparemment classées facilement en catégories, lorsqu'on veut procéder attentivement à une classification, on s'aperçoit que pour chacun celle-ci est différente, constate un autre participant, qui en conclut que la position de l'UAI à cet égard ne doit pas être de procéder à des regroupements artificiels, mais de respecter l'image de la réalité, avec ses multiples interdépendances.

Une intervention formule la proposition de créer de petits groupes rapprochant les OING par affinités, qui travailleraient de façon tout à fait officieuse, rendraient compte à des intergroupes travaillant de la même façon, etc... et de procéder à un travail pyramidal.

Une autre intervention rappelle qu'il y a certaines causes communes qui unissent ou devraient unir toutes les OING et même toutes les organisations internationales, par exemple celle de la ratification des nombreuses conventions internationales passées par les diverses institutions internationales. Beaucoup de celles-ci ne sont ni signées, ni ratifiées. Un plus grand nombre encore ne sont pas munies des ratifications nécessaires. Il y en a aussi qui, bien que signées et ratifiées, ne sont pas appliquées. Une action concertée des OING serait ici très précieuse. Il faudrait une vraie stratégie telle OING étant mieux placée dans tel pays pour pousser la ratification de telle convention.

Baisse de crédibilité

Plusieurs participants estiment qu'il y a actuellement une baisse de crédibilité des OING. Elle se constate auprès de l'opinion publique du fait de la désaffection générale à l'égard des travaux des organisations gouvernementales et auprès des gouvernements qui d'une part n'agissent que sous la pression de l'opinion publique et d'autre part pour lesquels le concept même de coopération internationale devient de plus en plus une notion vague, vide de sens ou interprétée dans un sens erroné. La confusion intellectuelle à propos des OING est encore aggravée du fait qu'il n'existe pas pour elles de statut juridique international, ni de définition. Le comportement de certaines petites OING auprès des Nations Unies fait du tort à la réputation de l'ensemble. Il est désolant aussi de constater que des OING valables y sont parfois représentées par des personnes non valables.

L'individualisme excessif de beaucoup d'OING ne contribue pas au redressement du niveau de crédibilité.

Tiers Monde

Le troisième sujet proposé dans la liste établie par le Secrétariat de l'UAI est considéré comme très important par un des participants. D'une récente participation à une réunion à Addis-Abeba, où fut proposée la constitution d'un groupement régional d'ONG, il rapporte la conviction que les OING doivent lutter contre leur continentalisme et ne pas oublier les pays africains et asiatiques. Le paternalisme est une attitude périmée à abolir si les OING ne veulent pas rater le coche. Elles doivent mettre leur expérience au service des pays en voie de développement, en l'adaptant aux besoins spécifiques des pays jeunes.

Statut juridique

Ce point, qui n'avait pas été repris dans la liste des sujets, parce que trop connu et évident aux

yeux de l'UAI, a été soulevé par plusieurs participants, à l'occasion d'interventions diverses. L'opinion répétée fut que l'obtention d'un authentique statut juridique international est une nécessité. Etant donné l'échec antérieur des efforts accomplis auprès de l'Unesco et le récent renvoi à une session ultérieure et peut-être lointaine du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe du projet en cours de préparation par la Division des Affaires Juridiques de cette institution, grâce au soutien apporté aux OING par la FAO, un débat fut engagé sur la possibilité et l'opportunité de procéder à une tentative auprès de la Communauté Européenne. Un participant estime que si l'exemple était donné par ce groupe restreint de pays, le problème serait pris plus au sérieux par d'autres. Un autre pense également qu'il ne serait pas préjudiciable aux OING que des pays avancés dans le domaine de droit montrent l'exemple aux pays en voie de développement.

Tout en considérant que l'harmonisation et l'unification du statut des OING dans le cadre des Six est dans l'ordre de l'évolution naturelle de l'intégration européenne et que dès lors les démarches pourraient aboutir, un intervenant exprime la crainte que cela puisse exclure une solution globale et qu'il serait inévitable que ce statut favorise avant tout — sinon exclusivement — les organisations régionales travaillant dans le cadre des Six. Un autre ajoute qu'un statut restreint à six pays développés rendrait difficile la position. d'OING ayant par exemple des membres dans 60 pays et qu'il fallait poursuivre l'action en faveur *de* l'obtention d'un large statut juridique international. Quelqu'un fait remarquer qu'un effort n'exclut pas l'autre : l'universel n'exclut pas le régional et vice-versa.

Un observateur d'une organisation intergouvernementale indique que son travail, qui" consiste à étudier les demandes des OING qui sollicitent le statut consultatif auprès de cette organisation, se complique de jour en jour et qu'il est souvent dans l'impossibilité de déterminer si telle OING a un statut international ou non. Il souhaite l'établissement de normes internationales auxquelles les OING devraient adapter leurs actes constitutifs.

Une autre intervention rapproche le problème du statut juridique de celui des droits de l'homme, dont la déclaration date de 1948, alors que la convention ne fut signée qu'en 1966 et n'a encore été ratifiée que par un très petit nombre de pays. Elle prône, au lieu d'une lutte pour une reconnaissance juridique, de travailler d'abord à obtenir une reconnaissance sociologique, une « déclaration des droits des OING ».

Enseignement universitaire

L'absence de reconnaissance juridique ou sociologique s'explique selon un participant, par l'absence d'un enseignement universitaire sur les OING. Un autre déclare qu'il conviendrait avant tout de multiplier les contacts avec les instituts de hautes études *se* consacrant davantage à la recherche. Il fait observer qu'à l'heure actuelle les OING sont encore très mal connues et presque pas prises en considération même par les Instituts de relations internationales. Un professeur d'université présent fait une intervention que nous croyons intéressant de reproduire in-extenso.

« Il n'existe pas de chaire, même pas d'enseignement sur les organisations internationales. Or le seul moyen de faire percer une idée ou un phénomène c'est d'en faire l'objet d'un enseignement. Or l'enseignement de l'organisation internationale est bloqué en ce moment.

« Les activités des ONG constituent un champ d'investigation passionnant pour les chercheurs, mais il reste très difficile d'accès en dépit des facilités qu'offre PUAI. Tout ce matériau est tellement riche, mais difficile à saisir, qu'un étudiant s'y perd ou en revient les mains vides.

« Il faudrait constituer une équipe de personnalités, de juristes et les amener à réfléchir sur les problèmes des ONG internationales. Un mandat devrait leur être assigné quant au sujet d'étude, au temps imparti, à la documentation mise à leur disposition et aux moyens financiers disponibles. Grâce à l'ordinateur, il y aura une grande économie sur le temps de base et on pourra passer directement à la recherche.

« L'optique des universitaires et celle de l'UA| ne sera jamais la même, ce qui ne veut pas dire en sens contraire. Nous professeurs, demandons à PUAI de nous fournir les éléments concrets, les renseignements pratiques, les matériaux, pour que nous puissions en faire l'analyse, la transposition dans le domaine de l'enseignement.

« Les ONG constituent la structure de rechange possible pour la construction du monde de demain en se faisant une place à côté des relations inter-états qui seules, aujourd'hui encore, régissent la société internationale ». (1).

(1) Au sujet de l'étude des OING dans les universités, signalons l'ouvrage récent du Professeur Robert Angell, Emeritus Professor of Sociology at the University of Michigan, « Peace on the March. Transnational Participation » (Van Nostrand Reinhold Company) et rappelons la nouvelle édition du livre du Professeur Marcel Merle, de la Faculté de Droit de Paris « La Vie Internationale » (Armand Colin), avec son chapitre sur les forces transnationales, mentionnée dans le n° de mars 1971 d'Associations Internationales, ainsi que l'article de G. P. Speeckaert « L'organisation internationale et l'enseignement universitaire » paru dans le n° de juillet 1959 d'Associations Internationales, pp. 499-504.

Les ressources financières

Les points 6, 7 et 8 du questionnaire furent traités sous des angles divers. (3).

Un participant formule un conseil général en déclarant que l'expérience démontre qu'il est difficile de réunir des fonds pour les projets vagues. Plus les projets seront spécifiques, plus il sera facile de les financer.

La question de l'appel à l'aide des fondations fait l'objet d'une intervention, qui après avoir précisé les types différents de fondations et les problèmes qu'elles rencontraient elles-mêmes, recommanda d'une part que la gestion financière des OING corresponde à celle pratiquée par les entreprises industrielles ou commerciales et d'autre part que l'on arrive à une collaboration entre INTERFIELD et l'UAI au sujet du financement des OING. La similitude des règles valables pour les organisations à but lucratif comme pour celles sans but lucratif a été soulignée lors d'une des autres réunions par un participant, qui recommanda qu'une étude menée avec le concours des OING fasse mieux connaître à tous les règles qui devraient être observées par elles pour améliorer leur situation financière.

L'idée, esquissée par le Secrétaire général de l'UAI au cours de l'Assemblée générale de 1958 de celle-ci, de constituer une Fondation pour la Coopération internationale non gouvernementale est soulevée et discutée. Son but ne serait pas de créer un « pool » commun de trésorerie pour les OING, mais de financer des études, des réunions ou des publications visant à améliorer le statut et le fonctionnement des OING, d'attribuer des subventions ou des prix aux OING ou aux personnes qui prendraient des initiatives particulièrement valables pour le développement de la coopération internationale non gouvernementale. Le Conseil d'administration de cette fondation pourrait comprendre des dirigeants d'OING, mais aussi des personnalités des sociétés multinationales à but lucratif. Un participant estima qu'une telle fondation ferait beaucoup pour faciliter l'obtention d'un statut sociologique et juridique pour les OING. D'autres se montrent favorables au projet mais considèrent qu'au lieu de mettre sur pied une telle fondation avec le concours d'une trentaine d'OING importantes, il serait préférable de rechercher la participation de toutes les OING, ce qui diminuerait le montant de leurs apports respectifs. Une intervention suggère que l'UAI commercialise au maximum ses publications et ses services, afin de pouvoir alimenter la Fondation. Il se demande si elle ne pourrait pas opérer d'une façon quelque peu analogue à l'Institut Battelle, qui effectue des recherches financées par l'industrie et qui grâce à ces recherches rémunérées peut faire du mécénat

Maisons internationales

Trois courtes interventions font référence à la question 16, c'est-à-dire les perspectives d'avenir en matière de construction de maisons internationales destinées à héberger les secrétariats d'OING. Il est proposé d'y intéresser les compagnies d'assurances : on souligne à cette occasion les services et les économies que la concentration des secrétariats à l'intérieur d'un même bâtiment dans les principales villes qui leur servent de sièges, rendraient aux OING. Chacune d'entre elles doit à présent disposer d'un équipement complet, qui constitue une grosse dépense.

Séminaires, manuels et experts

L'idée d'organiser des séminaires pour les présidents, les secrétaires généraux ou les cadres des OING a été unanimement jugée utile par les diverses personnes qui traitèrent de cette question. Il est recommandé que l'UAI inscrive en priorité cette activité dans son programme de travail mais qu'elle veille à s'assurer la participation des dirigeants à ces séminaires. Trop souvent, ils y'envoient leurs jeunes adjoints qui en reviennent doublement malheureux car ils mesurent la distance qui les sépare des principes qu'on leur y inculque et se trouvent dans l'impossibilité de mettre en œuvre les réformes qu'ils souhaiteraient. Il faudrait limiter les groupes à une quinzaine de personnes au maximum.

En ce qui concerne le cas précis du deuxième Séminaire sur la gestion moderne des OING, que l'UAI se propose d'organiser à Turin comme le premier tenu en octobre 1969, quelqu'un se demande s'il ne vaudrait pas mieux adopter la formule de rencontres d'un à deux jours dans différentes villes, plutôt que celle de 4 à 5 jours dans une seule ville. On pourrait ainsi mieux atteindre les intéressés et centrer les débats sur un problème bien déterminé. Avec cette formule de réunions fixées géographiquement au lieu du siège des organisations invitées, leurs dirigeants pourront-ils se détacher. suffisamment de leurs préoccupations quotidiennes et de l'atmosphère particulière de la ville, s'inquiète une autre personne.

Deux intervenants estiment souhaitable que, si les secrétaires généraux sont les bénéficiaires désignés du 2e Séminaire, ils puissent être accompagnés de leurs « espoirs », afin que les jeunes puissent se former.

Un participant est d'avis que trois jours seraient la durée optimum de ce Séminaire et qu'il est préféra-

(3) Nous ne nous étendrons pas sur ces trois sujets, étant donné qu'ils ont été traités longuement dans le rapport « Problèmes financiers des OING », publié dans le numéro de mai 1971 d'Associations internationales.

blé de créer une attitude chez les dirigeants plutôt que de mettre au point des documents hautement techniques.

En effet, l'idée avait été avancée que le Manuel administratif pour la constitution et la gestion des OING, que l'UAI a sur le chantier, aurait pu servir de base aux travaux du 2e Séminaire ou en être l'aboutissement.

Ce Manuel est considéré comme devant être fort utile. Un participant estime qu'il devrait être court et se présenter sous forme de simples directives. Un autre préconise le système à feuilles amovibles permettant l'ajoute d'instructions par problèmes. Une initiative nouvelle est suggérée : la création par l'UAI d'un groupe d'experts conseils pour la gestion des OING.

Action commune et rôle de l'UAI

Les trois réunions de consultation ont abordé largement la double question : comment envisager pratiquement une action commune des OING et quel peut-être le rôle de l'UAI à cet égard ? « Que peuvent apporter les OING à l'UAI ? Que peut apporter l'UAI aux OING ? ». Plusieurs interventions insistent sur les services concrets que l'UAI pourrait fournir : service de vente pour les publications des OING; services de reproduction, de distribution, de secrétariat, de domiciliation, de locaux de réunions, d'organisation de conférences; informations par sa banque de données sur ordinateur; indication sur les postes vacants dans les secrétariats des OING; développement des études d'intérêt général et de la promotion générale des OING, en plus des autres points déjà mentionnés dans ce rapport. D'une façon unanime, tous les intervenants considèrent que l'UAI devrait prester ses services sur une base payante.

Un participant fait remarquer alors que le nombre des OING s'accroît, celles-ci s'affaiblissent, ce qui est paradoxal. Bien qu'ayant chacune leur vocation propre, il importe qu'elles se connaissent mieux l'une l'autre afin de se mieux respecter. Ce pourrait être le rôle de l'UAI d'assurer la coordination. Il est essentiel de parvenir à une cohésion des génies propres et aussi des prestations consultatives des OING auprès des organisations intergouvernementales.

Un autre participant avait en effet précédemment demandé à l'UAI de réfléchir au problème de la multiplication des Comités et Sous-Comités des Nations Unies et autres OIG où les OING ne peuvent se faire représenter partout sous peine de mal travailler. Il devrait être possible, estimait-il, d'imiter l'exemple donné par la Suisse durant la seconde guerre mondiale et de procéder à une coalition des organisations dans un but spécifique sans porter atteinte à la liberté de chaque organisation. A Paris, un débat fort intéressant s'est engagé à la suite d'une intervention qui posait la question : « Ne pourrait-on trouver le moyen d'associer juridiquement et concrètement les OING de plus près à l'UAI ? ». Il donna lieu au dialogue suivant entre deux participants :

« Les ONG ont besoin d'un porte-parole. L'UAI est ce porte-parole naturel. Il serait bon que les ONG se sentent davantage engagées vis-à-vis de l'UAI. Il faudrait repenser le membrariat de l'UAI et notamment la catégorie d'organisations correspondantes. Il faudrait accroître les moyens matériels de l'UAI pour accroître son influence ».

« Pour les ONG il est souvent difficile de payer une cotisation pour des raisons d'ordre juridique etc... D'autre part, l'UAI sera assez difficilement le porte-parole des ONG étant donné les trop grands particularismes qui existent au sein de celles-ci. Mais les ONG pourraient être intéressées à travailler avec l'UAI sous contrat pour des opérations limitées et temporaires ».

« Les ONG ne peuvent avoir de porte-parole ? Mais c'est là une des raisons de leur faiblesse. Si l'UAI n'avait pas introduit auprès de la FAO la question du statut juridique et n'avait pas été considérée comme le porte-parole des ONG, le problème n'aurait jamais été mis à l'étude ».

« Il faut que les ONG se reconnaissent dans l'UAI. L'UAI ne pourrait-elle établir un tableau des services qu'elle peut rendre aux ONG. Les ONG professionnelles, par exemple, déjà bien équipées seront moins intéressées par les services de l'ordinateur, mais auront davantage de problèmes d'établissement de statuts, de formation de personnel, etc. ». Des suggestions ont été faites par d'autres intervenants. L'UAI devrait grouper temporairement les OING plus ou moins proches d'un problème donné pour une action ou une étude commune. Des sociétés à but lucratif pourraient être créées par l'UAI conjointement avec des OING pour certains services ou travaux, de la même façon que de grandes sociétés commerciales créent pour leurs besoins des associations sans but lucratif.

Il semble que l'on puisse conclure au sujet de cette question d'une action commune des OING et du rôle de l'UAI, en disant que tous les participants ont clairement souhaité une intensification d'une action commune et une intensification de l'apport de l'UAI.

En ce qui concerne les modalités concrètes, la formule qui paraît avoir les préférences est celle d'une subdivision des travaux et de leur financement par les OING plus particulièrement intéressés à ceux-ci. Elle est en quelque sorte bien résumée de la façon

suivante par un des participants de la réunion de Genève : « Les OING ont en commun des ressources limitées et un souci de travail économique. Un grand nombre d'entre elles auraient intérêt à voir l'UAI se charger de certaines tâches telles que celles qui ont été énumérées. Son organisation serait prête dans la mesure de ses ressources à participer aux frais de ces travaux ».

LISTE DES PARTICIPANTS

AUX REUNIONS DE CONSULTATION ORGANISEES PAR L'UAI

Armleder J. (Association internationale de l'hôtellerie)
Baer G. (Women's international league for peace & freedom)
Beer H. (Ligue des sociétés de la Croix-Rouge)
Blanchot L. (Union des foires internationales)
Bollenot M. (Association internationale des traducteurs de conférence)
Braun R.R. (Ancien Secrétaire Général du Conseil international pour l'organisation scientifique)
Bremond J. (International Union for Child Welfare)
Camporini Y. (Ligue des sociétés de la Croix-Rouge)
Corbisier D. (Institut international des civilisations différentes)
Costa (Fédération internationale des associations de fabricants de produits d'entretien)
Coucke V. (Association européenne des photographes professionnels)
David (Organisation européenne d'équipement électronique de l'aviation civile)
de Boom F. (Confédération internationale des associations d'experts et conseils)
De Bruyne (Centre européen des relations publiques)
de Cuyper F. (Fédération européenne des associations des instituts de crédit)
de Hemptinne Y. (Office catholique international du cinéma)
de Vepy H. (Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines)
Deville G. (Union des associations internationales)
de Wergifosse Y. (Ligue européenne de coopération économique)
Druesnes (Union internationale de la propriété foncière bâtie)
Duqué Gh. (AFI-ICA) (Auxiliaires féminines internationales)
Durup J. (Union de transports aériens)
Estas MA (Institut international des sciences administratives)
Etride (Ligue des sociétés de la Croix-Rouge)
Fenaux R. (Union des associations internationales)
Forrest A. (Confédération internationale des syndicats libres)
Frick E.G. (International committee on fund revision control)
Goetelen J, (Catholic relief services)
Hannan F.T. (World meteorological organization)
Hodeau (Organisation internationale des experts)
Hoffmann J. (Association internationale pour le calcul analogique)
Houry V. (Organisation internationale des experts)
Hudicourt P. (C.N.U.C.E.D.) (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement)
Hyde J. (Fédération internationale de l'approvisionnement)
Jabes A. (Congrès juif mondial)
Jacobs A. (Union internationale des transports publics)
Jacobs E. (Fédération internationale des associations de bibliothécaires)
Judge A.. (Union des associations internationales)
Kaech J. (Association internationale de la sécurité sociale)
Keller (Association internationale des hôteliers)
Kirschen-Portray R. (Ligue internationale des associations d'aide aux handicapés mentaux)
Langhendries S. (Fédération européenne des fabricants d'aliments composés pour animaux)
Larcher M.C. (Conseil international de l'action sociale)
La Spada F. (International Savings Banks Institute)
Lenars Ch. (Air France)
Leveque A. (Organisation internationale des experts)
Lunders L. (Office catholique international du cinéma)
Maebe W. (Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police)
Maire .P. (Institut universel des hautes études internationales)
Marx Y. (Société de législation comparée)
Mary A.L. (International Council of Nurses)
Mercier A. (Fédération internationale des sociétés de philosophie)
Merle M. (Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris)
Meurant J. (Ligue des sociétés de la Croix-Rouge)
Moerman J. (Bureau international catholique de l'enfance)
Nicollier A. (Conférence des recteurs européens)
Panayotopoulos M. (Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale)
Peliched E, (Académie internationale de la céramique)
Perin (Réunion internationale des laboratoires d'essais et de recherches sur les matériaux et les constructions)
Petit R. (Confédération européenne des associations professionnelles et syndicats nationaux de pédiatres)
Peyrot (Coresta) (Coopération centre for scientific research relative to tobacco)

Regamey P. (Commission internationale du génie rural)
Renoir P. (Ligue internationale des associations d'aide aux handicapés mentaux)
Ritchie C. (I.C.V.A.) (International Council of Voluntary Agencies)
Roothooft J.M. (Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse)
Schmitz-Leuffen R. (Alliance internationale de tourisme)
Schussele Ch. (Ligue des sociétés de la Croix-Rouge)
Siotis J. (Carnegie Endowment)
Somer G. (Europe 2000)
Soupir N. (Association européenne pour l'administration de la recherche industrielle)
Speeckaert G.P. (Union des Associations Internationales)
Squadrilli A. (International Council of Voluntary Agencies)
Standke K.H. (Association européenne pour l'administration de la recherche industrielle)
Stephan Mlle (Ministère des Affaires Etrangères - Paris)
Stosic B. (Centre.de la Paix mondiale par le droit)
Tecoz (Interphil)
Thadani A. (International Savings Banks Institute)
Thiam I. (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle)
Thomas E. (Union internationale pour la science, la technique et les applications du vide)
Thorin (Coresta)
Van den Wijngaert P. (Fédération européenne des associations contre la lèpre)
Verdin S. (Union académique internationale)
Wourgaft S. (Fédération mondiale des anciens combattants)
Zayat A.J. (Bureau de liaison des industries du caoutchouc de la CEE)
Zeilbeck M. (Federation internationale des associations de transitaires et assimilés)

*

INTERNATIONAL
CONVENTION
BUREAU Belgium s.a.

vous décharge complètement des mille problèmes posés par l'organisation

- d'un congrès
- d'un anniversaire
- d'une inauguration
- de toute action de prestige

Membre fondateur de l'International Association of Professional Congress Organizers.

1000 Bruxelles - Boulevard de l'Empereur 15
Tel : (02) 11.62.84 - 11.62.48

Manifestation d'hommage à Georges Patrick Speeckaert

M. Lucien Cooremans, Bourgmestre de la ville de Bruxelles, dédicace un livre d'art offert à M. et Mme Speeckart.

Le 29 avril un déjeuner d'hommage organisé dans les salons du Cercle Gaulois à Bruxelles, a réuni les nombreux amis belges de M. G. P. Speeckaert, secrétaire général honoraire de l'UAI. Autour de M. Albert Lilar, ministre d'Etat, président de la Fédération des associations internationales établies en Belgique, avaient pris place un grand nombre de personnalités, notamment MM. Snoy et d'Oppuers, ministre des Finances; Denis, ministre du Budget; Lucien Cooremans, bourgmestre de Bruxelles; Pierre Wigny, ancien ministre; E. de la Vallée Poussin, ancien sénateur, ancien président de l'UAI ; Louis Verniers, secrétaire général honoraire du Ministère de l'éducation et de la culture, ancien vice-président du Conseil exécutif de l'Unesco, membre du Comité de direction de l'UAI ; L.L. Cappuyns, vice-gouverneur du Brabant ; Henri Levarlet secrétaire général du Ministère de l'éducation nationale et de la culture française ; le Comte de Kerchove de Denterghem, ambassadeur, président du Comité interministériel du SHAPE ; le professeur Hacquaert, président du Conseil national de la politique scientifique ; Jean Baugniet, président de la Commission nationale belge pour l'Unesco, président d'honneur de l'Association internationale des universités ; M. Fourdin, directeur du service des Nations Unies au ministère des Affaires Etrangères; E.J. Prost-Gargoz, vice-président administrateur délégué de la Société d'études et d'expansion ; vice-président de la Fédération des associations inter-

Le Ministre d'Etat Lilar, l'ambassadeur Fenaux et le Comte J.P. de Launoit accueillent le Baron Snoy et d'Oppuers, Ministre belge des Finances.

nationales établies en Belgique; etc... Au dessert, plusieurs allocutions ont été prononcées sur le thème : l'avenir de la coopération internationale. Tous les orateurs ont retracé la brillante carrière de M. Speeckaert, à qui ils ont rendu un vif hommage. M. Albert Lilar affirme sa foi dans l'avenir de la coopération internationale privée et émet le vœu que le Gouvernement s'intéresse au statut des fondations internationales en Belgique. Au nom du Gouvernement, il remet à M. Speeckaert la rosette d'officier de la Couronne.

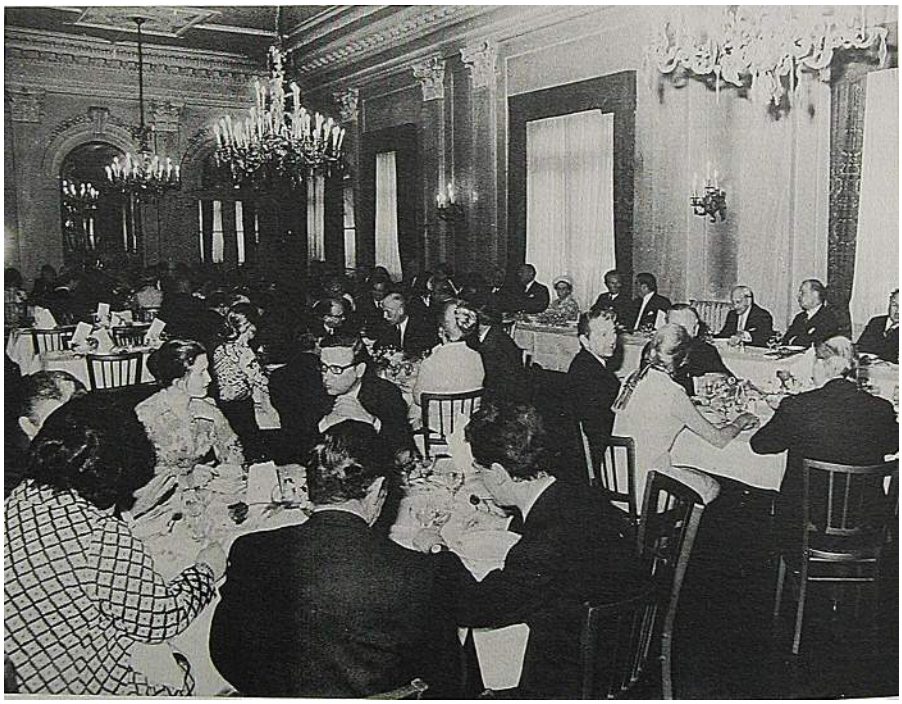
M. Robert Fenaux, ambassadeur honoraire de Belgique, nouveau secrétaire général de l'UAI, en rappelant les principales étapes de la carrière de son prédécesseur, évoque le rôle de la Belgique dans la création de la société internationale d'aujourd'hui et brosse un tableau général de l'évolution de la coopération internationale au cours des vingt dernières années : « Le fait est là. Dans la société internationale en transformation, les Etats ne sont plus tout; les droits de l'homme transcendent les souverainetés; les intérêts débordent les nationalismes; des solidarités se nouent dans l'interdépendance; les ondes traversent les frontières; l'information a déjà créé une certaine opinion internationale; l'information d'opinion. Et voici que de la concentration des entreprises de profit surgit une nouvelle forme d'association internationale à but lucratif : les sociétés multinationales. » C'est précisément sur ces sociétés que l'accent est mis par le Comte Jean-Pierre de Launoit, président de la société « Les Amis belges de la coopération internationale » : « Notre association voit aujourd'hui son champ d'action s'élargir de plus en plus en raison du courant nouveau qui pousse les organismes internationaux ou gouvernementaux à but non lucratif à coopérer avec l'internationale de la libre entreprise. Il est notoire et fréquent que les sociétés à but lucratif ayant un caractère international s'allient entre elles, recourent à la coopération avec les organismes internationaux, recherchent des fusions ou des participations, parfois même au niveau mondial, bref s'inscrivent dans le contexte des aspirations de ce siècle ». L'orateur fait état d'une lettre reçue le 8 avril de M. Gaston Eyskens, Premier ministre belge, indiquant l'intention du Gouvernement de mettre sans délai à l'étude le projet d'un statut légal s'appliquant aux sociétés internationales à but lucratif.

M. Henri Cochaux, président du conseil de l'Association belge pour les Nations Unies, rend un vibrant hommage à l'œuvre féconde de M. Speeckaert et souligne sa résonnance dans le monde d'aujourd'hui.

Exprimant sa reconnaissance, M. Speeckaert conclut « :... l'enjeu est bien une course de vitesse, à l'heure où tout évolue si rapidement et où les aspirations légitimes de tant d'êtres humains, et principalement ceux des pays en voie de développement, doivent être satisfaites sans retard et ne peuvent l'être que par la double action — qui devrait être davantage conjointe — de l'organisation internationale publique et l'organisation internationale privée et par un plein emploi de tout leur potentiel respectif.

« Ne sommes-nous pas encore trop habitués à considérer comme inévitables tant de problèmes et de conflits, de la même façon que les générations anciennes estimaient inévitables certaines misères à présent disparues et qui nous paraissent mêmes inconcevables.

« Ne faut-il pas penser ,qu'après 150 années de lente évolution et de pénétration, l'organisation internationale devrait prendre des dimensions, des responsabilités et des formes neuves correspondant d'une part aux techniques possibles et aux solidarités nécessaires et provoquant d'autre part le changement de société demandé par tant de jeunes et d'adultes de tous les pays. Songeant à notre thème : l'avenir de la coopération internationale, le vœu que je me permets de former aujourd'hui est que nous soyons plus audacieux dans nos objectifs et désireux de voir s'accélérer le rythme du développement de l'organisation internationale. »



Vue d'ensemble de la manifestation.

LES SOCIETES INTERNATIONALES A BUT LUCRATIF

Depuis un certain temps, des auteurs ou chercheurs qui étudient la définition et la classification des organisations internationales, envisagent la possibilité ou même la nécessité d'inclure parmi celles-ci, à côté des organisations intergouvernementales ou internationales non gouvernementales, les sociétés à but lucratif ayant un caractère international.

Ils considèrent que ces sociétés forment une seconde catégorie d'organisations internationales non gouvernementales.

Le problème est d'autant plus intéressant que d'autres auteurs, qui s'intéressent non pas à cet aspect du problème mais à celui de la place que ces sociétés prendront dans l'économie du monde dans les années à venir, estiment que d'ici une dizaine d'années 75 % des moyens de production du monde seront aux mains de quelque 300 sociétés internationales. D'autres, comme M. Robert Lattes, pensent que quelque soixante sociétés multinationales sont appelées à dominer le monde vers 1985.

Dans la 12ème édition du Yearbook of International Organizations, 1968/69, l'UAI a publié une liste de 600 sociétés ayant des filiales dans dix pays ou plus, accompagnée de divers tableaux et d'un commentaire. Cette étude, réalisée par M. Anthony Judge, Secrétaire Général Adjoint de l'UAI, avait pour objectif de faire mieux connaître ce nouveau type d'organisations internationales aux nombreuses personnes qui utilisent les ouvrages de référence de l'UAI et qui dans une large proportion n'appartiennent pas aux milieux économiques. (1) Elle ouvrait aussi la voie aux études que l'UAI a décidé de consacrer aux sociétés internationales et qui iront de l'examen des critères qui permettent de définir les diverses catégories de sociétés internationales, de la sélection des véritables sociétés internationales en fonction de ces critères, à leur description dans les futures éditions du Yearbook of International Organizations et à l'analyse de leur mécanisme et de leur rôle en tant qu'organisations internationales. Une telle étude est évidemment complexe et vaste. Elle est facilitée par les articles de revues ou les rapports, qui en nombre de plus en plus important, se penchent sur le problème des sociétés transnationales. Mais elle est rendue aussi plus difficile par la grande variation des points de vue auxquels leurs auteurs se placent : celui des économistes, celui des dirigeants du monde des affaires, celui des dirigeants des syndicats de travailleurs, celui des pays en voie de développement, etc.

Par exemple, la Chambre de Commerce internationale a créé en 1968 un Comité spécial de la Société transnationale pour étudier son influence croissante et établir des recommandations pour les milieux d'affaires et les gouvernements afin que la société transnationale, quelle que soit son origine nationale, puisse jouer son rôle dans le développement économique des pays où elle déploie ses activités. Le thème de son XXIIe Congrès, à Istanbul en 1969, fut : « Les Sociétés Internationales. Leurs droits et responsabilités ». Les travaux et conclusions de ce Congrès, aussi bien que le rapport général de plus de 200 pages qui avait été établi à son intention par M. Sidney E. Rolfe, sont évidemment des documents très précieux, dont il convient de tenir largement compte.

Mais, comme le souligne la dernière conclusion du Congrès de la CCI, les gouvernements ont aussi des préoccupations, qu'il faudra concilier avec celles des sociétés transnationales.

(1) Elle donnait également un aperçu sur la terminologie et certaines définitions proposées par des auteurs, ainsi qu'une première esquisse de critères possibles permettant l'établissement ultérieur d'une liste de sociétés transnationales. Le commentaire a été publié en langue anglaise dans le Yearbook et dans le numéro 1, 1969 de « Associations Internationales ». Une traduction française en a été établie et peut être obtenue en s'adressant à l'UAI. La liste et les statistiques sont mises à jour et paraissent dans la 13e édition du Yearbook of International Organizations (1970-71).

D'autre part ces dernières éveillent des espoirs et des réserves dans les pays en voie de développement et quoique les sociétés internationales semblent devoir constituer un phénomène durable, beaucoup dépendra pour leur avenir des décisions individuelles des pays en voie de développement et de leur attitude conjointe lorsque le problème des sociétés internationales viendra un jour à être discuté dans les comités d'experts et les assemblées des Nations Unies et de leurs Institutions Spécialisées.

Certaines de celles-ci, comme la FAO, ont commencé, sur un plan simplement pragmatique, à collaborer pour des programmes précis mais fort importants, avec près d'une centaine de sociétés internationales.

Il y a également le point de vue syndical sur la concentration industrielle et commerciale. Un numéro spécial d'août 1970 du Bulletin économique et social de la Confédération Internationale des Syndicats Libres avait pour titre « Le mouvement syndical libre international et les sociétés multinationales ». Il contenait un rapport de M. Heribert Maier, qui tout en reconnaissant que les syndicats n'ignorent nullement les aspects positifs des sociétés multinationales (amélioration des niveaux d'emploi et des revenus, bénéfices potentiels découlant de l'application de nouvelles technologies, de l'introduction de nouveaux facteurs de croissance, de l'aide apportée pour développer et accroître les marchés internes et ceux des exportations et accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement), exprimait un ensemble de réserves, de craintes et de demandes, qu'il serait trop long de mentionner ici. Il estimait fondamentalement nécessaire d'établir un code de bonne conduite régissant les opérations des sociétés multinationales, applicable à la fois aux nations industrialisées et aux pays en voie de développement, du modèle par exemple de la convention internationale en vue du règlement des conflits en matière d'investissements entrée en vigueur *en* 1966.

La tâche de l'Union des Associations Internationales, qui ne manquera pas de tenir compte de toutes les optiques, est d'abord d'aider à établir la silhouette type de la société internationale à son stade le plus achevé, à distinguer les catégories possibles de sociétés internationales et à les décrire selon leur degré d'internationalisme véritable.

Puis elle appliquera les critères aux cas pratiques afin d'assumer à l'égard de cette nouvelle catégorie d'organisations internationales la mission de Service d'Etat Civil qu'elle remplit depuis plus de soixante ans au sujet des organisations intergouvernementales et des organisations internationales non gouvernementales sans but lucratif.

Enfin, en incorporant les sociétés internationales authentiques dans son Yearbook of International Organizations, avec la rigueur et l'objectivité qu'elle applique aux autres catégories d'organisations internationales, l'UAI entend contribuer à faire en sorte que les sociétés internationales deviennent les partenaires des institutions intergouvernementales et non gouvernementales sans but lucratif dans le cadre de leur action pour le progrès humain. Nous croyons que l'avenir, même s'il est encore lointain aujourd'hui, offre des perspectives considérables, qu'il convient de ne pas contrarier en adoptant trop tôt des prises de position extrêmes. Comme le soulignait M. Sidney Rolfe dans son rapport au Congrès de la Chambre de Commerce Internationale, le Professeur Richard Robinson a suggéré un ensemble de définitions qui n'a pas seulement de solides mérites, mais permet aussi de saisir le processus évolutif.

« Une entreprise internationale est une entreprise dans laquelle les opérations internationales sont consolidées dans un bureau faisant partie de la hiérarchie au niveau de la division et qui, en matière de politique, est disposée à envisager toutes les stratégies possibles en vue de la pénétration des marchés internationaux — jusqu'à l'investissement direct.

« Une entreprise multinationale est une entreprise dans laquelle, qu'il s'agisse de sa structure ou de sa politique, les opérations à l'étranger sont à égalité avec les opérations nationales, (et) dont la direction est prête à répartir les ressources de la société sans souci des frontières nationales pour atteindre les objectifs sociaux. Les décisions restent soumises à des influences nationales car la propriété et les directions centrales demeurent uninationales. « Une entreprise transnationale est une société multinationale gérée et possédée par des personnes d'origines nationales différentes. De ce fait, les décisions échappent à l'optique nationale. « Une entreprise supranationale est une entreprise transnationale juridiquement dénationalisée du fait qu'il lui est permis de se faire enregistrer exclusivement auprès d'un organisme international créé par une convention internationale, qui la contrôle et auquel elle paie des impôts ».

G.P. SPEECKAERT.

Depuis plus de deux ans, l'UAI réunit une documentation importante sur les sociétés internationales. Il nous parait utile d'en communiquer des extraits à nos *lecteurs, afin de permettre à un plus grand nombre d'organisations et de personnes de se familiariser avec le développement nouveau de la vie internationale. Nous commencerons dans té prochain numéro la publication de ces extraits.*

The Use of Multi-Meetings

— Proposal for Improvement to NGO / UN Relationships

A group of London-based NGOs met at the request of the NGO Standing Committee of the Conference of international Nongovernmental Organizations Approved for Consultative Status with UNESCO and agreed to transmit the following suggestion to the Committee. (The matter was duly considered at the March 1970 meeting and postponed for consideration at the June meeting).

Proposal

As a relatively simple change of procedure which does not imply any « massive structural reorganization » of NGO relations, each of the various « consultative status » NGO Conferences could be scheduled to take place at the same place during the same period, instead of being held in different places at different periods. In other words without in any way linking them together procedurally it would be quite possible to hold the plenary sessions in the same physical setting (e.g. in neighbouring conference rooms with a common reception /refreshment area) mainly as concurrent sessions with the possibility of joint sessions on substantive matters where these were felt to be useful (e. g. a briefing on development).

Resultant Organizational Flexibility

In the case of international NGOs a multi-meeting could be arranged every 1 or 2 years to bring together the NGO representatives which meet on such occasions as the ECOSOC/NGO Conference, the UNESCO/NGO Conference, or any other UN/NGO grouping where relevant. But the programme committee, which could include representatives of these bodies and of the relevant Specialized Agencies, need not limit the multi-meeting to sessions on the procedural aspects of consultative status. Substantive matter meetings of NGO representatives could also be scheduled so that the following range of possibilities is made available for use as required :

— separate consultative status procedure formal conferences (ECOSOC/NGO, UNESCO/NGO, UNICEF/NGO, etc.).

— separate standing committee and bureau meetings of any such plenary bodies.

— working or ad hoc groups of NGOs meeting separately around each consultative status conference on either substantive or procedural matters.

— working or ad hoc groups of NGOs meeting jointly where the groups around each consultative status conference have a sufficiently common or overlapping interest (e.g. development, peace, youth, education, etc.).

— joint plenary conferences on substantive matters whenever a common interest topic requires discussion. This could either take the form of a plenary conference arranged jointly by several of the consultative status groupings, or it could be scheduled within the multi-meeting framework as a session totally independent of the formal groupings as a one-off meeting. There is, for example, no reason why mixed plenary conferences should not draft resolutions which, for the benefit of the Agency concerned, would only be actually voted by those NGOs present which had consultative status with that Agency.

— nor is it necessary for the programme committee to limit participation to Agency-oriented NGO groups. If the multi-meeting setting is a useful occasion for an NGO group, not specifically associated with the UN or its programmes to meet (perhaps because most of the members are present for other sessions within the multi-meeting framework), then such activity should be facilitated.

— separate substantive matter formal or working groups (e.g. on disarmament, women, childhood and adolescence, crime and treatment of offenders) could be held as appropriate ; as could

— contact meetings of executives of NGOs with similar problems (for example, such a multi-meeting would be an appropriate occasion for the potentially important, and little known, informal contact meetings between the executives of the major formal scientific NGO groupings which have been initiated by ICSU).

The attitude should be to maximize inter-NGO activity, and the possibility for NGO-IGO activity, rather than to set up barriers to it based on procedural or other criteria.

There could be times when it would be advantageous that participation of an individual NGO at multi-

meetings should not be based on the consultative status criterion (except for admission to procedural or other closed sessions). This is no way affects the rules on the right to vote or speak developed for any particular session, open or closed. This policy :

— exposes such individuals or organizations to substantive matters related to UN programmes
— provides a context in which representatives of organizations without consultative status with a particular Agency can make informal contact with Agency officials, possibly as a prelude to an official application for consultative status, contracts, etc.

Furthermore, this policy permits individual NGOs if they so wish to schedule meetings of their executive bodies on the occasion of such multi-meetings (whether within the multi-meeting framework or not), with the consequence that members of such executive bodies can both gain some understanding of inter-NGO activity and respond rapidly (if the executive meeting is appropriately scheduled) to questions referred upwards by the NGO's official representative at a particular NGO conference session.

The organization behind the multi-meeting need only be limited to the programme committee and arrangements for a reception desk, document distribution, interpretation and translation. (The latter tasks are usually undertaken by the Agency Secretariat concerned). An additional feature which could well be considered is charging a registration fee to those participants which are not registered as members of an NGO Conference. This could prove to be a very useful source of income, particularly if members of the general public are admitted.

Advantages

The advantages of this proposal may be summarized as follows :

— all the people necessary to make any new NGO-NGO or NGO-IGO activity happen are brought to the same location. What happens and when it happens depends on individual initiative and « corridor activity » during the multi-meeting.
— the multi-meeting provides an occasion on which a variety of formal or informal inter-NGO activities can be catalyzed
  - NGO consultative status conferences for those those NGOs in consultative relations with a Specialized Agency for which such *a* conference does not exist (Note that such conferences could be single session conferences within the multi-meeting framework. Such short sessions would not normally justify bringing NGO representatives together just for that purpose outside a multi-meeting framework).
  - conferences of NGOs with a special concern for a particular continent or region (e.g. Africa, Latin America, etc.)
  - conferences of NGOs with a special programme interest (youth, peace, human rights, development, environment, discrimination, crisis relief, etc.)
  - conferences of NGOs with technical or scientifix preoccupations.
- more meetings are scheduled covering a wider range of topics. It is therefore more useful for an NGO to be represented which should therefore build up attendance and therefore increase the significance of such events. The aim is to make of the multi-meeting an ideal environment from which inter-NGO and NGO/IGO projects can crystalise - possibly catalysed by the presence of foundation representatives.
- from a public relations point of view a yearly or two-yearly multi-meeting would be an ideal opportunity to make evident to the general public any NGO perspectives emerging from the individual conferences. The substantive matter resolutions of some sessions would not be swamped by the procedural context which is totally insignificant to the mass media. Such meetings would merit press participation because of the concentration of NGO representatives (as opposed to the current dispersion which never results in a significant international press reaction). Consequently more attention would be paid to resolutions, where voted by governments and Specialized Agencies. A not unimportant aspect of this is the effect such a large gathering would have on the national affiliates of NGOs which would then have proof of the problems of and need for cooperation between NGOs at international level.
- the multi-meeting is an ideal occasion for the Specialized Agency representatives responsible for contact with NGOs to meet. Furthermore, the switch to greater possibility of discussion of substantive matters would encourage the participation of Agency officials responsible for programmes as opposed to the current limitation to those responsible for NGO relations.
- the multi-meeting provides an occasion on which an NGO's own representatives to each Agency can meet and coordinate their approaches. This helps to resolve the problem of the lack of communication between representatives of the same NGO to different Agencies.
- the looser framework should encourage the participation of NGOs currently avoiding the formal NGO Conferences because of their procedural/human rights emphasis. The framework would for example permit scientific, medi-

cal and professional NGOs both to arrange their own sessions and to participate in procedural conferences or UN programme-oriented sessions where this seemed warranted. The multi-meeting is seen primarily as a collection of meetings of NGOs and only secondarily as a forum for discussion of consultative status matters.

— controversial procedural points which tend to arise in consultative status conferences and block discussion of substantive matters or joint action by limited groups of NGOs are restricted to the appropriate meetings which were conceived for such questions. NGO representatives do not attend such sessions in order to benefit from inter-NGO action-oriented debate, as at present.

— restriction of UN programme-oriented discussion to certain sessions could have the advantage of freeing NGOs from their current consultative status role of « followers » commenting on minor details of UN defined programmes. Some of the informal multi-meeting sessions should permit NGOs to recover their pioneering spirit and to discuss new initiatives which could later" take the form of UN programmes.

— grouping the consultative status conferences physically should reduce the time and funds which NGOs have to spend on representation at meeting in different locations.

— the loose framework in which **programme-oriented** sessions can be organised, means that only those NGOs interested in the subject under discussion need attend.

- the multi-meeting can be held in different cities in successive years since there is less justification to relate it to the Secretariat of the Agency of the consultative status conference. (On this point, the last ECOSOC/NGO meeting in Geneva was held in the **1LO** building). NGOs should not ignore the possible financial and other advantages which they can derive from government and city administrations anxious to encourage individual NGO conferences in a given country or city by partially subsidizing multi-meetings in their own cities. This would also help to increase public understanding of NGOs in each such city.

— the multi-meeting environment should lead to a much improved exchange of information between all Secretariats of NGO Conferences and Committees whether specifically concerned with the consultative status machinery or not

— the multi-meeting permits NGOs to work out a solution to their problem of regular contacts, particularly between :

- Secretariats of the formal « permanent » NGO groups and the secretaries of temporary or ad hoc groups
- Conference Secretariats and Agency Secretariats
- Conference Secretariats and NGOs
- NGOs and NGOs
- NGOs and Agency Secretariats.

A first step towards this might be an information service at the reception desk to permit NGOs to register topics in which they are interested with a view to contacting other NGOs, and possibly arranging a small meeting within the multi-meeting framework. New activities are in this way facilitated.

- Conference Secretariats might enter into reciprocity agreements with regard to representation of NGO members at Specialized Agencies or meetings in the cities in which they are based. This could be particularly important with respect to regional activity (e.g. African or Asian Conference Secretariats).

The disadvantages of the multi-meeting technique derive mainly from the problems of organizing adequate meeting space with simultaneous interpretation. Nevertheless, such practical aspects are surmountable and more manageable than the semi-political/procedural/autonomy problems which arise if significant forma] changes to the consultative arrangement machinery are considered.

In addition, a dynamic environment of this kind, in which more new people from the national level can each year be involved in international activity, is surely a desirable NGO goal.

It should be remembered that the plenary sessions of the main NGO Conferences, together or separately, are by no means large meetings when compared to the average international congress. It may be that the usual five day meeting period would be insufficient even with some sessions run in parallel — but this must be offset against the number of additional, possibly evening, meeting sessions which could benefit from the multi-meeting framework (*). An Indication of the subjects discussed by some of the NGO groupings and the degree to which these coincide is given in the inset on page 357.

Recommendation

— that representatives of the NGO (UNESCO) Standing Committee and the Conference of NGOs in Consultative Status with ECOSOC, together with representatives of their respective UN bodies, meet to discuss the possibility of holding their Conferences within a common multi-meeting framework ; these to take place in 1972;

— that this recommendation be transmitted to

(*) A table has been prepared showing the extent to which NGOs have multiple overlapping membership of several UN Agencies (see page 358).

the Bureau of the ECOSOC Conference for consideration and that the Secretariats of the other NGO groupings be invited to comment on these suggestions.

Submitted by Informal Group of London-based NGOs.
London, February 11th 1971.

Examples of subjects being discussed by more than one UN NGO group

Youth

— Unesco/NGO Working Party on Youth and Society (this working party has set up a sub-group on education and employment in the context of the Second Development Decade — what is the contact between this group and the ILO ?)
— Informal group of Youth NGOs meeting with the UN Inter-Agency Youth Liaison Officer
— FFHC Young World Promotion Group
— FFHC national seminars on Youth programmes
— Second World Food Congress discussed an item on the Role of Youth in Development.
— Unicef/NGO Committee to consider encouraging the strengthening of bilateral and multi-national aid programmes of economically advanced countries in relation to service for children and youth ; the development of public understanding ; the needs of children and youth.

Peace

— Unesco/NGO Working Party on Peace, International Understanding and Cooperation in the Second Development Decade
— ECOSOC/NGO Special Committee on Disarmament-

Development

— ECOSOC/NGO Special Committee on the Second Development Decade
— Unesco/NGO Sub-group on Education and Employment (see above under Youth)
— Unesco/NGO Working Party on Peace, International Understanding and Cooperation in the Second Development Decade
— Unicef/NGO Committee to consider providing direct services to children and youth in developing countries in a co-ordinated way with Unicef, thus making possible more effective use of available resources and more strategic attacks on the priority problems of children and youth in the context of national development.
— FFHC Young World Development Programme.

Audio-visual media

— Unesco/NGO audio-visual Working Party
— the 4th FFHC Conference discussed audio-visual techniques in relation to rural education ; and mass communications media at the service of development.

NGO Interdependence and Isolationism

Some UAI comments ont the above proposal.

Most reports circulating at the international level, and most international conferences, stress repeatedly the importance of collective activity. A recent meeting of NGO's in consultative status with UNESCO, discussed the shortsightedness of governmental thinking on NGO activities with respect to NGOs and racism as typified by the UNESCO plenary resolution in 1970 requiring UNESCO to cut of contact with all NGOs with branches in South Africa by December of 1971. « What we do say is that Unesco should not associate itself with NGOs which are active in South Africa, » Tanzanian Delegate, 16 C/VR. 32 (prov), p. 34,

And yet at this very same NGO meeting, one NGO representative stated, with reference to the possible collaboration with « non-UNESCO » NGOs in consultative status with other UN agencies, « We don't have anything in common with them » Other NGO representatives and the representative of the UNESCO Secretariat agreed.

This comment raises a very fundamental question. At a point in time when the United Nations system is starting to recognize that every problem, and particularly development problems, is related to every other problem, when is it valid for one organization to assert that it has nothing to do with another organization ? Are NGOs now trailing behind the United Nations in the belief that each Specialized Agency deals with a neat group of problems unrelated to those handled by a second Agency. The Jackson Report showed very clearly how the subject areas of the "Specialized Agencies overlapped. If this is so, then many NGOs in consultative status with one Agency should also have consultative relations with others in order to cover all aspects of the problem which interests them (e.g. education from the cultural (UNESCO), health (WHO, UNICEF), rural (FAO), and workers (ILO) points of view).

ECOSOC **I/II**	ECOSOC I/II 100 132	ECOSOC ROS	ILO 39 51	FAO 21 28	UNESCO A/B 46 61	UNESCO C 16	WHO 13 17	ICAO 7 9	ITU 6 8	*WMO* 5 6	IMCO 5 6	IAEA 8 10	UNICEF 42 55	UNCTAD 14 19	UNIDO 8 10	COUNCIL OF EUROPE 23 30	OAS 11 14
ECOSOC		100	9	17	47	25	6	3	3	5	3	9	5	3	8	2	
Ros	—	235	21	39	111	9	58	13	7	6	11	6	21	12	7	18	4
ILO	55	23	100	26	51	12	16	2	1	3	5	8	42	11	7	33	7
	51	21	92	24	47	11	15	2	1	3	5	7	39	10	6	30	6
FAO	25	36	22	100	34	9	8	3	5	6	6	9	28	13	5	18	3
	28	39	24	107	36	10	9	3	5	6	6	10	30	14	5	19	3
UNESCO	35	64	27	21	100	_	11	2	4	4	3	5	27	5	3	15	5
A/B	61	111	47	36	175	—	20	4	7	7	5	8	48	9	5	26	9
UNESCO	21	9	11	10	_	100	5	1	3	2	1	2	10	5	3	17	4
C	21	9	11	10	—	100	5	1 •	3	2	1	2	10	5	3	17	4
WHO	21	72	19	11	25	6	100	1	4	4	—	6	28	3	1	9	1
	17	58	15	9	20	5	81	1	3	3	—	5	23	2	1	7	1
ICAO	32	46	7	11	14	4	4	100	25	14	21	11	_	14	4	_	_
	9	13	2	3	4	1	1	28	7	4	6	3	—	4	1	—	—
ITU	25	22	3	16	22	9	9	22	100	19	16	19	—	9	3	3	3
	8	7	1	5	7	3	3	7	32	6	5	6	—	3	1	1	1
WMO	40	40	20	40	47	13	20	27	40	100	13	27	13	20	—	13	—
	6	6	3	6	7	2	3	4	6	15	2	4	2	3	—	2	—
IMCO	29	53	24	29	24	5	_	29	24	10	100	24	10	43	14	10	_
	6	11	5	6	5	1	—	6	5	2	21	5	2	9	3	2	—
IAEA	59	32	37	53	42	11	26	15	32	21	26	100	21	32	15	21	_
	10	6	7	10	8	2	5	3	6	4	5	19	4	6	3	4	—
UNICEF	72	26	51	39	62	13	30	_	_	3	3	5	100	10	4	33	12
	55	21	39	30	48	10	23	—	—	2	2	4	77	8	3	25	9
UNCTAD	54	34	29	40	26	14	6	11	9	9	26	17	23	100	23	20	
	19	12	10	14	9	5	2	4	3	3	9	6	8	35	8	7	
UNIDO	63	44	38	31	31	19	6	6	6	_	19	19	19	50	100	31	6
	10	7	6	5	5	3	1	1	1	—	3	3	3	8	16	5	
COUNCIL OF	28	17	28	18	26	16	7		1	2	2	4	24	7	5	100	7
EUROPE	30	18	30	19	26	17	7	—	i	2	2	4	25	7	5	106	7
OAS	30	9	13	7	20	9	2	_	2	_	_	_	20	2	2	15	100
	14	4	6	3	9	4	1	—	1	—	—	—	9	1	1	7	46

How can this overlapping of interests be illustrated to underline the dangerous nature of the -comment cited above ? After experimenting with a number of different approaches, the Table on this same page was produced. This can be used in the following way. NGOs in consultative status with a given Agency can look for that Agency in the left hand column of the Table. Each square across the Table in the row corresponding to that Agency indicates the number of NGOs which **also** have consultative relations with another Agency (named in the row across the top of the Table). Thus in the case of the 175 NGOs with consultative status A or B with UNESCO : 61 (35 %) **also** have ECOSEC I or II, and III (64 %) with ECOSOC Roster 47 (27 %) with ILO, 36 (21 %) with FAO, 20 (11 %) with WHO 4 (2 %)

with ICAO, 7 (4%), 7 (4%) with WMO, 5 (3%) with IMCO, 8 (5 %) with IAEA, 48 (27 %) with UNICEF, 9 (5 %) with UNCTAD, 5 (3 %) with UNIDO, 26 (15%) with the Council of Europe, and 9 (5%) with the OAS.

Similarly 42 % of the 132 ECOSOC I or II NGOs have consultative status with UNICEF. 34 % of the 107 FAO NGOs have consultative status A or B with UNESCO. 62% of the 77 UNICEF NGOs have consultative status A or B with UNESCO. And so on. This type of information raises a very interesting question - with regard to the degree of justification required for cooperation between NGO groups. The comment cited above considered that UNESCO A/B NGOs had nothing in common with the other NGO groups — namely that a percentage of 100% in the above Table was essential before cooperation was conceivable. But the essence of international cooperation is contact between groups with different but related fields of concern. When, for example, does it become justifiable to organize an international meeting or some sort of federation of national bodies ? Only when all potential participants agree or are concerned with exactly the same thing ? Each of the national bodies of a world wide association does not have the same perspective or priorities, but when does this justify one group saying of the other « we have nothing in common with them » ? Just how different do they have to be to be rejected — or how similar to be accepted ? Is cooperation possible when the participating bodies are 80 % similar - 60 % ? - 40 % ? - 30 % ? When should the possibility of cooperation be excluded ?

It should be possible for one group of NGOs to conceive of some joint activity with another group if 50 % of the NGOs belong to both groups. But again what if only 30 % belong to both groups ? Each of the bodies represented at an international meeting is not equally concerned with every item on the agenda and may even consider many to be of no significance - but when does this justify setting up a separate meeting ? And what arguments do the central committees use in the case of the organization and the meeting to show the extent of common interest and justify a single joint activity — how common does the interest have to be ? This is a consideration that each NGO must face with respect to its own members and potential members in different countries. This question may be approached from another angle. How many NGOs with a common interest are necessary before a viable working group is formed ? In the case of the UNESCO A/B NGOs, a working group of :

— 10 NGOs represents 6% of the total in consultative status A or B
— 20 NGOs represents 12 %

In the case of ECOSOC I/II NGOs, a working group of :

— 10 NGOs represents 8 % of the total consultative status I or II.
— 20 NGOs represents 15 %.

Now the working groups of both the ECOSOC and UNESCO NGO Conferences do not often succeed 20-30 NGOs. It would therefore appear that a figure of 15-20 % is an acceptable basis for cooperation, in the estimation of active NGOs. Yet another approach to the study of the limits within which international cooperation is justifiable is to consider the number of NGOs actually attending the NGO Conferences as compared to the number which could attend. In the case of ECOSOC NGOs, for example :

— 91 NGOs were present at the 11th Conference (1969), representing 25% of those which were entitled to attend
— 127 NGOs are in fact members of the ECOSOC NGO Conference, namely 35 % of those which are entitled to be members.

(Presumably 65 % of the NGOs entitled to be members consider that they have « nothing in common » with the 35 % which are members). Is the current period of social crisis a time for NGOs to be more exclusive or less exclusive ? How small must the percentage of common interest be before the possibility of international cooperation should be excluded ?

RESTAURANT

LE CHAMOIS D'OR

22, RUE DU CHAMP DE MARS - PARIS 7e

Mme MAURE

TEL. : 551-52-69

La croûte Angèle
* * *
La truite sauce caviar
* * *
Le Filet de Bœuf sans nom

Le Steak au Poivre Chamois d'Or

La Tarte Chaudeaise Pommes

La Boule de Neige

NGO'S AMD

THE SEARCH FOR ECONOMIC AND SOCIAL JUSTICE

BY ELISE BOULDING

**Prof. Boulding is International Chairman of the Women's International League for Peace and Freedom. From the opening address to the 18th International Congress, held in New Delhi, India* 28 *December 1970 to 2 January, 1971.*

For the first time in our fifty-five years of existence, we are holding a WILPF Congress in the heart of Asia. Like the majority of older international organizations, WILPF was born in the halls of Europe. Being here is an affirmation that we mean to be a truly international organization in fact, not only in intention. We have come to learn new perspectives at a time when the rhetoric of peace and the fact of war have so tangled our traditional peace-making efforts that our current activities need a careful evaluation. We are in danger of losing our credibility as an organization because we do not seem to be able to break through the tough veneer of current nationalism which everywhere presents a facade of desiring peace and yet fosters acts of oppression and violence.

By choosing as our Congress theme the topic, « Economic and Social Justice : Prerequisite to Peace and Freedom, » we are trying to address ourselves to the underlying oppressions which prevent peace, but let us be honest and acknowledge that we may not be fully prepared to face these issues in depth. The reasons why we may not be fully prepared have something to do with why so many young activists are so angry with us today. As an organization committed to peaceful change, we become defensive or horrified in the face of the anger and violence of many liberation movements, and thus may fail to receive an important message. What is it that we need to understand ? The rhetoric of hate and fury which masks the behavior of many radical groups is in fact deceptive. These young people are the agonized schizophrenic offspring of a schizophrenic society which has systematically subjected them to what R. D. Laing calls the « mystification of experience. * This mystification is not just a Euro-North American phenomenon. The youth of Latin America, Africa and Asia have suffered from it too. Hearing talk at home and in

public on the politics of social justice and peace, and on the omnipresent violations of human rights, the youth have taken our generation to mean what we say. Then comes the gradual, painful discovery that the lifestyles of our generation in fact support the social inequalities within and between nations. We are in truth very dependent on the very institutions we denounce, and we do not want to see our children destroy them — and our security. « Do as we. do, not as we say ! » is our unspoken message to them.

When a young person is faced with a flat contradiction between clearly articulated ideals and a behavior which has realistically bestial consequences, he can respond in one of three ways : (1) He can see it all as a clever con game and get as clever at it as we are; (2) He can retreat into apathy, seeing the irrelevance of the jargon; (3) He can hold to the reality he was taught to see, and become furiously angry. That anger is not in itself destructive. For the young person who has experienced enough honest love and understanding in his life, rather than pseudo-concern, the anger can be a trigger to constructive behavior which looks to the creation of alternative institutions, rather than simply the destruction of existing institutions. Let it be said to the credit of the vast majority of angry youth that they are indeed creating these alternative institutions. Looking behind their public anger, one sees a spirit of love, caring and sharing which puts many of us to shame. The young person who has only met pseudo-concern all his life, however, is the one whose anger we may well fear. His fury has no creative outlets; it has rigidified his thinking, and he only knows that it is necessary to destroy. Yet even here, underneath the hatred, is the longing for that other and better society where people act out of love rather than fear.
Those of us who as teachers spend more time with people of twenty than with people of fifty or over, have searched long and hard to understand the what, why and how of our generation's behavior, which has created the situation in which both our words and our works are rejected by many of the most able and caring young people we have nurtured. Because insight into this problem may be crucial for the future of WILPF, it may be worthwhile to take some time out before addressing the substantive problems before us, to examine our present stance in regard to working for peace and justice. This analysis will be set in the broader context of how international women's non-governmental organizations in general have functioned in their efforts to contribute to a peaceful world.

My thesis will be that we in WILPF have retreated from an earlier frank facing of the true costs of social and economic justice, and the true costs of peace, that was born of the soul and body-bruising experiences of many of our members in World War I and its aftermath, and the ensuing ravages of a major economic depression and the rise of Hitler. We emerged from World War II anxious to believe that peace was still possible, and ready to invoke any verbal formulas provided by the newly-formed United Nations to buttress that belief. But exhaustion and suffering had taken its toll, and we were also ready to accept comfort and affluence in the conviction that science and technology had brought us to the point where we could now invoke peace from an armchair, (provided a telephone and typewriter were at hand). And so we embarked on our careers of talking peace and living lives based on — dare I use such a word ? — **oppression** of others less educated, less articulate, less fortunate than we. Our founders were not necessarily superior in morality or insight; circumstances forced them to confront what we have not in recent years been forced to confront. Some in this room have confronted

these realities all their lives, and have not ceased because life has become superficially easier for many of us in the West. Gertrude Baer, whom I would like to honor today as an embodiment of what we intend to be as an organization, has never failed to ask the sharpest questions and issue the sharpest critiques, when others of us have tended to engage in mystification of the hard underlying questions concerning the conditions of peace. For whatever reason, however, most of us today are trapped in what the sociologist Jessie Bernard calls statocentrism (i.e., statuscentrism). We are familiar with the term ethnocentrism referring to the inability objectively to evaluate and appreciate other cultural values because we use our own culture as the standard by which we judge them. Statocentrism refers to a similar inability to evaluate the life conditions, the socio-economic statuses, of others because we use our own class status as the standard by which we judge them. Our orientation to poverty and injustice, therefore, whether in our home country or abroad, is that it is a regrettable malfunctioning of a system in which everyone should be able to live as we live. We sincerely regret income inequalities, and are prepared (within limits) to exercise our own social competence on behalf of the less fortunate so that they may live better. ' We have a map — a social map — inside our heads which shows us how society works and how to get where we want to go. It even shows us how to get disarmament, though we haven't found a good way to follow the map we so trustingly depend on. The poor have miserable maps, and can't possibly find their way about. We will give them better maps. But the theory of statocentrism tells us that we do not have such a good social map inside our heads after all. It is but a partial delineation of the contours of our society — of our world — and critical parts are left out which will cause us to lose our way badly. Among the parts that are left out are the parts relating to the life conditions and statuses of the poor, and of excluded minority groups. We are not able to enter in imagination into the conditions of their lives, no matter how keen our compassion, because we do not have the **knowledge.** We are ignorant. There are paths we have never travelled. Herein lies the gap between our young people and ourselves. Many of them have travelled paths we never noticed. They know, first-hand, many things we do not know about the daily life of poverty. They know the strengths of the underprivileged. We only know their weaknesses.

This statocentrism which cripples our imaginations in relating to underpriveleged groups and nations, also leads to the elaboration of aid-and-development programs which are based on a rather special model of industrial development corresponding to the Euro-North American experience. An organization like ours has the responsibility to evaluate very critically planning sequences and technology designed on the basis of that experience. This type of planning and technology has left untouched the problems of social and economic injustice in the urban ghettos of the West; it can hardly succeed better in newly industrializing countries. It is not my purpose here to discuss specific approaches to socio-economic development, but rather to delineate an approach to the task of raising welfare levels for excluded populations in the world. This involves first filling in the gaps in our own social maps concerning these excluded populations, and then building on the strengths and skills of the excluded to increase their welfare, rather than importing frequently irrelevant technology which may in the end serve to decrease the level of competence of those we would help.

As a Euro-centric intellectual organization of middle-class women concerned with development and peace, we have failed to make an adequate critique of standard development theory which postulates that urbanization, industrialization and its concomitant developments of literacy and mass communications open up opportunities for everyone to acquire a greater variety of social competencies. The fact that industrialization has worked this way for many, should not blind us to the fact that cities the world over generate poverty traps that operate in much the same way in the barrios of Colombia, the slums of Harlem and the alleys of Abidjan. As 1 have written elsewhere, « the poverty trap can be considered a transitional demographic phenomenon accompanying industrialization, to disappear as socio-economic and political infrastructures improve, or it can be seen as an unfortunate by-product of a process which generates increasing numbers of

* Perhaps the worst that can be said about our professional foreign aid planning is that we do not even begin to take account of all that we already know about the dynamics of development. Robert Packenham has pointed out in his study of political development doctrines in the American Foreign Aid program that while the whole ideology of development is based on concepts of advancing levels of human welfare in the social, political as well as economic spheres, development experts focus almost exclusively on technological measures which will increase GNP. Now that the quality of life is increasingly being called into question in precisely those countries with the highest GNP, as we become aware of the price we have to pay in environmental pollution for our technology-based life style, the issue of what the criteria for national welfare should be presents itself with a new intensity.

auxiliary and marginal types of employment. » Will industrialization as we know it mean permanent ghettos for marginal social groups ? It is not generally known that Adam Smith foresaw as far back as 1766 in his **Wealth of Nations,** the probability of a large-scale decline in civic competence with industrialization.

Our efforts in WILPF should be directed, as 1 believe they were in its earliest days, toward identifying the skills and strengths of women in all sectors of society, in countries at all levels of development, to work for the twin goals of peace and development. It is my conviction that we cannot even adequately define peace **or** development unless we work in partnership with women from non-elite sectors of society, who can help us overcome our statocentrism and understand human welfare and the development of human potential in broader ways than we now think of them. 1 happen presently to be engaged in several enterprises that involve the redefinition of cross-national welfare levels, along the lines pointed out by the pioneering UN Levels of Living Studies, and it becomes very clear that per capita national income data as a measure of welfare and development is woefully inadequate, and is in fact meaningless in the absence of measures of obstacles to social mobility and the equitable distribution of social and economic resources. What we must therefore move towards is new ways of measuring gross national productivity which take account of non-monetized production (which involves putting women's economic productivity on the « social map » from where it has been conspicuously absent). We must also find ways of measuring degrees of rigidity of social structures, (including cultural and religious barriers which prevent some groups in a society from taking advantage of educational and job opportunities) which do not now exist. A whole new literature on the concept of relative deprivation as a crucial variable in determining levels of violence domestically and internationally points up the importance of being able to measure structural rigidities which give rise to the perception of relative deprivation. Neither of these new types of measures can be developed without the active collaboration of excluded sectors of society (including women). These are . our only sources of accurate information about kinds

TABLE 1. Distribution of National Sections, or National Associations,* Associated with Women's Civic and Religious International Non-Governmental Organizations

Initials		Location International Headquarters	Eur#	La	Af	As	All
IACWW	Associated Country Women of the World	London	18	7	11	14	50
GB	Girls Brigade	London	3	4	10	3	20
IAW	International Alliance of Women	Colombo	16	7	9	11	43
ICJW	International Council of Jewish Women	Montreal	10	6	1	4	21
ICSDW	International Council of Social Democratic Women	London	18	5	2	7	32
ICW	International Council of Women	Paris	20c	14	13	14	61
IFUW	International Federation of University Women	London	22	11	6	13	52
ODI	Open Door International	Brussels	10	2	0	0	12
SJIA	Saint Joan's International Alliance	London	15	3	5	2	25
WIDF	Women's International Democratic Federation	Berlin	30	15	14	17	76
WILPF	Women's International League for Peace and Freedom	Geneva	14	2	0	4	20
WIZO	Women's International Zionist Organization	Buenos Aires Tel Aviv	20	20	5	4	49
WAGGS	World Association of Girl Guides and Girl Scouts .	London	23	18	21	16	78
WFMW	World Federation of Methodist Women	Takapuna, N.Z.	10	4	2	3	41
WMM	World Movement of Mothers	Paris	16	6	15	4	60
WUCWO	World Union of Catholic Women's Organizations	Paris	21	15	17	7	58
WYWCA	World Young Women's Christian Association	Geneva	18	15	12	13	50
WWCTU	World's Women's Christian Temperance Union	London	19	21	4	6	
Total			303	174	147	144	768
Percentages of All			38%	23%	20%	19%	100%

* Not all organizations distinguish between sections and groups of members, so the n's In some cases only Indicate a group of members.
# Eur : Europe. North America, Australia, New Zealand ; L : Latin America and the Cacribean ; Al : Africa ; As : Asia : All : All of the forementioned areas.

TABLE 2. Distribution of National Sections, or National Associations,* Associated with Women's Professional International Non-Governmental Organizations

Initials	Organization	Location of International Headquarters	Eur#	LA	Af	As	All
IAPESGW	International Association of Physical Education and Sports for Girls and Women	Koln-Braunsfeld Germany	23	11	8	7	49
IAWHPJ	International Association of Women and Home Page Journalists	Brussels	11	2	0	3	16
ICM	International Confederation of Midwives	London	18	7	4	4	33
1CN	International Council of Nurses	London	24	12	11	15	62
IFBPW	International Federation of Business	New York	19	7	6	7	38
IFHE	International Federation of Home Economics	Paris	22	4	18	5	49
IFWLC	International Federation of Women in Legal Careers	Paris	22	4	9	5	40
IFWL	International Federation of Women Lawyers	Tehran	22	19	6	19	66
IUWA	International Union of Women Architects	Paris	15	0	0	3	18
MWIA	Medical Women's International Association		16	5	2	11	34
S1A	Soroptimist International Alliance	Exeter, U.K.	20	9	33	3	35
ZI	Zonta International	Chicago	19	4	0	10	33
	Totals		231	84	66	92	473
	Percentages of All		49%	19%	13%	19%	100%

* Not all organizations distinguish between sections and groups of members, so the n's in some cases only indicate a group of members.
# Eur : Europe. North America, Australia, New Zealand ; LA : Latin America and the Carribean : Af : Africa ; As : Asia ; All : All of the forementioned areas.

of productivity hitherto ignored, and about obstacles to participation in the mainstream of development which only these groups have experienced. More importantly, development plans cannot be elaborated in the absence of knowledge of the economic, social and political skills available as a resource to the larger society in these excluded sectors. Over and over again I have found in my studies of the economic and political activities of women in pre-industrial and early industrializing societies that economists and anthropologist alike have simply failed to observe and record activities vital to the maintenance of the society, particularly when these activities were being carried out by women. Planning by economists which fails to take account of existing skills is both ridiculous and omnipresent. Myrdal's pessimism regarding the future development of the third world is based on a similar ignoring of these unrecordes resources. (He of course is not to blame for the fact that this data goes unrecorded.)

One of the Problems facing Asia now is that of its apparent - softness » — the « inability to take firm, resolute, disciplined action in given directi ons even when leaders are convinced that such action is appropriate ». The local democracy of India, which seems « to free » when disciplined consensus on important general welfare goals for the entire country is needed, is nevertheless a vital ingredient of India's future development. India has not yet discovered, nor has any other nation East of West discovered, how to develop effective linkage systems which will feed this local vitality, initiative and often rather sophisticated planning skill, operative in local communities in regard to purely local resources, into the urban-based infrastructures of the modernized sector.

Here is a very special challenge to women NGO's. A major social innovation is needed in order to bridge the gaps in the linkage systems, and it is precisely these gaps both within nations and at the international level, which contribute so heavily to the tensions and conflicts we would reduce and resolve. A specific way in which women NGO's can contribute to this bridging of gaps is by breaking out of our frequently Eurocentric type of internationalism, and our statocentric approach to problems of economic justice, by entering into partnership with excluded sector women both in Euro-North America and in the Third World. The usual reason given for not working with any but the educated elites of a given country, that women must be at a certain level of social and educational sophistication before they are ready to work on problems of peace and social and economic justice at national and international ' levels, is based on ignorance of the knowledge and skills which excluded sector women in fact posess. In doing research on women and moderization I found that there was no relationship between the

opportunity structure for voluntary civic participation in a society as reflected in the number of national sections of international NGO's present in the country, and the number of women participating in the non-agricultural labor force. The implication of this finding was that the social and economic skills of women in a country as reflected in their non-domestic economic activity were not at all meshing with the elite civic participation infrastructure in that same country. More recently I have looked at the relationship between participation by women in independence struggles for those countries in Asia and Africa that have had recent independence struggles, and the number of women's NGO's present in the country. If NGO's are in fact responding to levels of political sophistication in a society, they should be well represented in those countries where women have been active in pre-independence political life, and independence struggles. Again, there is little or no relationship. Even when NGO's locate sections in a given country, however, they usually operate at a level which insures that they will rarely relate to grass-roots activity in that country. This despite that fact that the purposes of the eighteen or so non-professional women's NGO's (civic, political, religious and social) listed in the Yearbook of International Organizations for 1969 all include as a goal the participation of women (in one way or another) in the public life of their country and in the development of international understanding. In the case of the twelve professional women's NGO's (which also share these goals) there is more excuse for not relating to grass-roots activity, since they can only take in members who have completed advanced training of some kind.

Just to show how women's NGO's are distributed around the world, I include tables showing how many sections of each NGO are found in each major region listing the civic and the professional NGO's separately. You will note that the sections of the professional women's organizations are located about half in Euro-North America and the other half around the rest of the world. For the civic organizations the distribution is similar, but somewhat more in favor of the Third World, with only 40 % of the sections in Euro-North America. Most NGO's seem to have international headquarters in Euro-North America. The Women Lawyers stand out among the professional organizations, with headquarters in Teheran. For the civic associations the International Alliance of Women stands out, with its international headquarters in Colombo. By and large, however, most NGO's have been shaped according to the traditions of the West. That shaping is the product of a series of historical circumstances which we all recognize.

The question we must now ask is, how much have we learned in recent years from the women who have worked in very different ways in Africa, Asia, the Middle East and Latin America ? The answer is very little. The reason for this is that we only recruit women from these areas into our NGO's who are already familiar with Western organizational ways and would hesitate to introduce different models of participation based on the traditions of their society.

In WILPF we could learn a great deal from our small groups in Kenya, Ghana and Nigeria about community development work set in a context of international concern. Our section in Lebanon, with a major community development program in the villages of the countryside, could teach us something about the bases of political awareness. Our groups in Colombia and Chile have entirely different approaches to the political education of women than their neighbor to the North — the U.S. section. How much are we who are at this Congress from the West going to learn about grass-roots political participation of women in India while we are here ? Something, I hope — but not enough. Can we even understand the significance of remarks sometimes made by African women political leaders, deploring the deadening effects of literacy on the political participation of their women constituents ? They complain that women become more susceptible to propaganda when they can read, and think less in terms of situational realities I It is something to ponder.

The more I have studied the range of variation between societies in the roles open to women outside the home in the pre-industrial era, the more I realize that the chief effect of westernization has been to narrow that range. It is true that in some traditional societies women had very little freedom to move outside the home. But in other societies they had a great deal more freedom and authority than women of a western country, and westernization has robbed them of that freedom and authority. This is why it is so important for us to learn from women in countries with still-active non-western traditions of political participation before these traditions have been obliterated by out statocentric efforts to coopt their leaders and make them like us.

Just so that you can see what we are missing in WILPF by paying so little attention to third world women as colleagues, I am including a list of countries of Africa and Asia whose women have been active in independence struggles. For each of these countries, I am also including information on the extent to which the women of these countries have had active roles outside the home in the so-called traditional period prior to recent moderniza-

tion,* and also an indication of the presence or absence of special roles of public authority in the traditional period, such as women chiefs or judges, or women's political councils. Very few of the countries rate high in both these spheres, but they have all demonstrated that substantial numbers of their women are aware of their country in a world setting and wish to shape their country's role in that world setting.

Since the number of women NGO's is itself limited, the larger a country is the more thinly spread the total NGO network will be. India has 23 out of a possible 30 NGO's represented, more than twice as many as most of the other countries in the list, and yet in relation to her vast population these NGO's represent fairly limited opportunities for international participation. Yet India has a vast reservoir of politically experienced women at all levels from the village council to the national government, and they have much to teach western women. Dahomey, Ghana and the Ivory Coast, where women have a strong tradition from pre-modern times, participation in public life as well as recent experience in independence struggles, have few NGO's represented. What a loss to the NGO's, not to have the experience of these women to draw on.

Now let us return to our angry young people, who see us full of good intentions, but ignoring in our concrete work the social structural barriers to justice and peace. They also see us ignoring our potential colleagues on the other side of those barriers — those in the excluded sectors of our own societies, and in the « excluded countries » of the world society — the third world. Just as we must learn from our excluded colleagues, so we must learn from the excluded young. We must see what they see — a decentralized world in which both physical and communications technology are used to help all men live in meaningful local communities in which they can shape the conditions of their own life. This is a world in which the nation-state is drastically de-emphasized, and structural barriers to social mobility and individual choice are minimized. It is a world in which the United Nations and its constituent agencies function as they were meant to function, to help peoples to realize their own potentials, to use their resources for the public welfare, and to solve conflicts of interest with other societies productively when they arise.

Today with a rapidly shifting and deteriorating international situation, we are struggling to regain the flexibility, imagination and action-orientation of our earlier days. Our international executive is larger, and less active, than it was formerly. Our committees are more formal, more oriented toward paper

* I have developed a scale to measure the degree of individuation of women's roles in the traditional society, using data from the Human Relations Area Files, and information on how that scale was constructed and what data is used to assign positions on the scale to the women of any given society, can be obtained from a study presented at the Seventh World Congress of Sociology, to appear in a forthcoming issue of the *International Journal of Comparative Sociology.*

TABLE 3. Participated Actively in Struggles for Independence

Country	Number of National Sections of INGO's Present	Number of National Sections per 100.000 Female Population*	Individuation of Women's Roles on Traditional Society	Presence of Authority Roles for Women in Traditional Society
		ASIA		
Cyprus	13	4.3	High	Low
India	23	.01	Low	Low
Indonesia	7	.01	High	Low
Iran	14	.12	Low	Low
. Pakistan	13	.03	Low	Low
Philippines	14	.08	High	Medium
Turkey	13	.09	Low	Medium
		AFRICA		
Algeria	3	.05	Low	Low
Dahomey	4	.40	High	High
Ghana	10	.30	High	High
Ivory Coast	5	.31	High	High
Kenya	12	.28	High	Low
Nigeria	18	.06	Low	Medium
Somalia	1	.08	Medium	Low
Tanganyika	4	.09	Medium	Medium
Uganda	8	.25	High	Low
Upper Volta	3	.14	Low	Medium
Zambia	8	.47	Medium	High

* Based on 1968 census.

work, than formerly. Nevertheless, we are showing signs of new life.

Our new practice of having regional coordinators has opened up new opportunities in Latin America, Africa, and the ECAFE region for the kind of collaboration with local women's group which I have been suggesting. We have also moved toward effective cooperation with other international peace groups, though I regret that my own ill health slowed down initiatives begun last summer.

As we move toward the twenty-first century, everything depends on our capacity to respond to the future rather than to the past. Our accumulated wisdom from fifty-five years is important to us, but even more important is readiness to recognize the need to work in new ways, respond to new insights, and ally ourselves with those who are pushing up behind us. In some ways they are less bound by habit and custom than we, and they see more clearly the new and freer types of institutions which will come to replace some of the oversized bureaucracies our generation has wrestled with for so long. We need not fear anyone's fury in our troubled time. We need fear only our own insensitivity to the impatience and frustration of a youth who share our visions of a more humane, more equal, and more loving society, but reject the degree of accomodation we have made to the less-than-humane society of today. In working for tomorrow, we all need each other.

BOOKS AND STUDIES REFERRED TO IN THIS ADDRESS :

BOULDING Elise. *« The Effects of Industrialization on the Participation of Women in Society. »* Ann Arbor : University of Michigan, unpublished Ph. D. Dissertation, 1969.

BOULDING, Elise. *« Women as Role Models in Industrializing Societies : A Macro-System Model of Socialization for Civic Competence.* » A Paper presented at the 7th World Congress of Sociology, International Sociological Association, Varna, Bulgaria, 1970. (Mimeographed ; to be published in the *International Journal of Sociology.)*

GURR, Ted R. *Why Men Rebel.* Princeton : Princeton University Press, 1970.

LAING, R.D. *The Politics of Experience.* New York : Ballantine Books, 1967.

MYRDAL. Gunnar. *Asian Drama,* an Inquiry into the Poverty of Nations. 3 Vols. New York : Pantheon, 1968.

PACKENHAM, Robert. « Political Development Doctrines in Foreign Aid in Crawford and Biderman, *Social Scientists in International Affairs* (New York : Wiley and Sons, 1969).

SMITH. Adam. *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations.* Vols. 1 and II. London : J.M. Dent and Sons, Ltd., 1926.

TEW, Eyvind S. (éd.). *1968-69 Yearbook of International Organizations.* Brussels, Belgium : Union of International Associations, 1969.

UNITED NATIONS RESEARCH INSTITUTE FOR SOCIAL DEVELOPMENT. « *Levels of Living and Economic Growth ; A Comparative Study of Six Countries 1950-1965. »* Report on an Institute Study, by Nancy Buster and Wolf Scott. (Geneva : UNRISD, 1969).

LES ONG ET LA SOIF DE JUSTICE ECONOMIQUE ET SOCIALE (DISCOURS D'OUVERTURE PRONONCE AU CONGRES DE LA LIGUE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX ET LA LIBERTE PAR ELISE BOULDING)

*Depuis la seconde guerre mondiale, de nombreuses ONG ont versé dans une attitude de mollesse à l'égard des problèmes de la paix : elles sont prisonnières, dans leur appréciation des valeurs culturelles, de leurs valeurs * occidentales » ce qui crée un handicap à leur imagination lorsque celle-ci se tourne vers les peuples défavorisés. On ne peut travailler efficacement en faveur de la paix et du développement sans une participation active du monde «non-élite ».*

Une nouvelle méthode doit être utilisée pour évaluer les ressources des pays du Tiers Monde. Un nouveau système de liaison doit être inventé qui permette de canaliser l'initiative et la capacité organisatrice et l'orienter du plan local vers la société moderne urbanisée. Les ONG dans un pays doivent davantage correspondre au niveau de la politisation des problèmes — il y a, par exemple, en ce moment peu de relation entre les ONG nationales et les racines des activités publiques. Le principal effet de l'«occidentalisation » a *été de restreindre les rôles de la femme en dehors du foyer; les ONG doivent donc apprendre des pays non occidentaux et assimiler les différentes méthodes de participation. Au fond, elles doivent apprendre des collègues exclus, de la jeunesse exclue une vision décentralisée du monde dans lequel les techniques sont utilisées pour aider tous les hommes à vivre dans des communautés locales authentiques au sein desquelles il leur est possible de forger les conditions de leur existence individuelle. C'est un monde dans lequel la notion de nation-état est radicalement démystifiée et où les obstacles structurels à la mobilité sociale et au choix individuel sont minimisés. Tout dépendra de la capacité à s'aligner sur le futur plutôt que sur le présent.*

Books reports and proceedings received

Ouvrages, rapports et comptes rendus recus

L'ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-EXCHANGE. *Neuvième Rapport annuel.* Genève, EFTA, 1969, 16 x 24 cm., 54 p., tabl.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITES /INTERNATIONAL ASSOCIATION OF UNIVERSITIES. *Fifth general conference, Montreal, 31 August - 5 September, 1970.* Paris, the Association, 1970, 15,5 x 24 cm., supplément to Vol. XVIII n° 4, 24 p.

ASSOCIATION INTERNATIONALE PERMANENTE DES CONGRES DE NAVIGATION/PERMANENT INTERNATIONAL ASSOCIATION OF NAVIGATION CONGRESSES. *Bulletin de l'association internationale permanente des congrès de navigation.* Bruxelles, l'Association, 1970, 21 x 29,5 cm., n° 5, vol. III, xv + 58 p., tabl. graph.

BANQUE MONDIALE, ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. *Rapport Annuel 1969.* Paris, I.D.A., 1969, 28 x 21.5 cm., 100 p., tabl., graph., photos.

COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN. *Rapport annuel de la Commission Centrale pour la navigation du Rhin.* Strasbourg, la Commission Centrale, 1967, 31,5 x 23,5 cm., vi + 275 p., tabl., graph., Prix : 25 FF.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. *Articles sélectionnes.* Luxembourg, CCE. 1972, 21 x 29 cm., n° 172, 41 p., bibl.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. *Articles sélectionnes.* Luxembourg, CCE, 1971, 21 x 29 cm., n° 171, 46 p., bibl.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. *La politique industrielle de la Communauté.* (Mémorandum de la Commission au Conseil). Bruxelles, la C.C.E., 1970, 24 x 16 cm., 385 p., tabl.

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER - LA COMMISSION. *Les investissements dans les industries du charbon et de l'acier de la Communauté.* (Rapport sur l'enquête 1969 - Situation au 1.1.1969). Strasbourg, la C.E.C.A., 1969, 29,5 x 20,5cm., 94 p., tabl, graph., Prix : FF. 20.—

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. *Bulletin de la cour internationale de Justice.* La Haye, la Cour, 1970, 21 x 29,5 cm., n° 2, 14 p., bibl.

CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES. *Rapport du Neuvième Congrès Mondial.* Bruxelles, CISL, 1970, 15 x 24 cm., 653 p., tabl., Prix: FB 300.

CONFERENCE DES MINISTRES DE L'EDUCATION NATIONALE DES ETATS D'EXPRESSION FRANÇAISE D'AFRIQUE ET DE MADAGASCAR. *Compte rendu.* Bangui, the Conference, 1971, 20,5 x 26cm., 59p.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ACTION SOCIALE, OFFICE REGIONAL POUR L'EUROPE, LE MOYEN -ORIENT, ET LE BASSIN MEDITERRANEEN. *Projet de programme de travail intergouvernemental.* Paris, le Conseil, 1971, 21 x 30 cm., n° 2, 43 p.

DIVISION OF HUMAN RIGHTS, UNITED NATIONS. *Human rights bulletin.* New York, United Nations, 1971, 21,5 x 28 cm., n° 4, 63 p., tabl.

ECONOMIC COMMISSION FOR LATIN AMERICA. *Economic Bulletin for Latin America.* New York, United Nations, 1971, 18,5 x 25 cm., vol. n° XV, 2, iv + 169 p., tabl., graph., prix : $2.50.—

EXCERPTA MEDICA. *Excerpta Medica Publications, 1969-1970.* Amsterdam, Excerpta Medica, 1970, 15 x 21 cm., 28 p., bibl.

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE. *Stratégie en faveur de l'enfance : Une étude de la politique d'assistance du F1SE.* New York, United Nations, 1967, 15 x 22,5 cm., 71 p., Prix : S0.75.

INSTITUTO CENTROAMERICANO DE ADMINISTRACION PUBLICA. *El uso efectivo de O e M en america central.* San Jose, Instituto centroamericano de administracion publica, 1970, 16 x 21 cm. séries : Ciencia de la Administracion n° 243, 59 p., index, tabl.

INSTITUTO DE ECONOMIA DE LA UNIVERSIDAD DE LA HABANA. *Economia y desarrollo.* La Habana, Instituto, 1970, 14,5 X 20 cm., n° 1, 305 p., bibl., index, tabl., illustr., Prix : centavos 50.

INSTITUTO NACIONAL DE PREVISION. *Revista iberoamericana de Seguridad Social.* Madrid, Hijos de E. Minuesa, S.L., 1970, 16 x 24 cm., n° 4. 282 p., bibl., index, tabl., Prix : S. Pesetas 35.—

INTER-AMERICAN COUNCIL FOR EDUCATION, SCIENCE, AND CULTURE. *CEPCIECC final report*

UNESCO INSTITUTE FOR EDUCATION. *Correspondance courses for in service teacher training at primary level in developing countries.* Hamburg, ed. Renee Erdos and John H. Clark, 1971, 14 x 20,5 cm., series international studies in education, n° 28, 56 p., bibl., tabl.

UNESCO INSTITUTE FOR EDUCATION/INSTITUT DE L'UNESCO POUR L'EDUCATION. *Educational Research in seven European socialist countries: a survey, 1969.* Hamburg, complied by Zdenek Novak, 1970 20,5 x 29 cm., ser. documents on educational research 1, 187 p.

A.P. WALES ORGANIZATION. *Fifteenth United States Internationa! Book Exhibition in conjunction with the 89th annual Conference of the American Library Association.* London, A.P. Wales, 1970, 9 x 22 cm., 32 p,

WORLD HEALTH ORGANIZATION. *The Role of Mobile Coronary Care Units. Report on a Working Group (Moscow 3-6 February 1970).* Copenhagen, Regional Office for Europe W.H.O., 1970, 24 x 19 cm., Euro 5020 (2), iii + 29 p., tabl., graph. This report is also available in French and Russian.

WORLD HEALTH ORGANIZATION. *Psychological Aspects of the Rehabilitation of Cardiovascular Patients. Report on a Working Group warsaw, 18-30 May 1969.* Copenhagen, Regional Office for Europe W.H.O., 1970, 27.5 x 21.5 cm., Euro 5030 (2), iii +18 p., List of Participants.

Représentant pour la France et le Bénélux : M Claude L C DUTEIL, 11, rue de Rome, 75-Paris 8e — Tél. LAB 81-99

News from International Associations

A l'écoute des associations internationales

Le 650ème anniversaire de la mort de l'un des plus grands poètes turcs, Yunus Emre, sera marqué, cette année, par un colloque international et la réédition de ses œuvres en turc, en français en en anglais.

On connat peu de choses de la vie de Yunus Emre sinon qu'il fut derviche en même temps que poète. De son vivant il acquît une grande popularité et fut bientôt vénéré comme un saint. Ses tombeaux — la légende lui en attribue aux quatre coins de la Turquie — attirent d'innombrables pèlerins. Les poèmes de Yunus Emre, transmis par la tradition orale de génération en génération, exaltent l'amour divin et l'amour profane. Cette vision du monde a inspiré le thème du colloque qui lui est consacré : « Yunus Emre, précurseur humaniste du 13ème siècle ». Une trentaine d'érudits — turcs, français, anglais, allemands et américains — participeront à cette rencontre, qui aura lieu à Istanbul du 6 au 8 septembre.

Le Ministère de l'éducation de Turquie organise d'autre part un concours de dissertation dans les écoles secondaires, et la radio et télévision turques diffuseront des programmes spéciaux consacrés au poète.

(Informations Unesco)

The United Nations Postal Administration announced that it would issue a new commemorative stamp on 12 March on the theme « International Support for Refugees ». Two United Nations agencies are occupied with the refugee problem : the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA). The new stamp will be issued in United States and Swiss denominations. The 6-cent stamp, in brown, will be issued in a quantity of 2,400,000; the 13-cent stamp, in blue, in a quantity of 2,000,000; and the F.s. 0,50-stamp, in red, in a quantity of 1.900.000. The stamp was designed by Kaare K. Nygaard, and Martin J. Weber, both of the United States. It will measure 33.4 mm. horizontally x 25.4 mm. vertically, perforation to perforation. It will be printed in offset by Joh. Enschede en Zonen, Netherlands. The design depicts a bronze sculpture by Mr. Nygaard of two adults fleeing with two children and includes the text « International Support for Refugees » and « UNHCR-UNRWA ». The text appears in French on the Swiss denomination stamp. *(UN Monthly Chronicle)*

Sweeping changes in training programmes are underway at the African Institute for Economic Development and Planning in Dakar, capital of Senegal. The reforms aim to make the courses more adaptable to regional needs. Developed with UNDP funds, the institute has trained hundreds of civil servants from about 40 African countries since 1964 to help meet the critical shortage of development planners.

Now a research fellowship programme will replace the existing nine month course by the end of the year, when candidates under the old course finish their training.

The UNDP has provided about $5.7 million to the institute since 1964. An additional $2.61 million has been approved for the new development during the next two years.

The aid helps finance library facilities, the staff costs, faculty fellowships and the supply of equipment. African countries cooperating with the institute contribute funds to meet local operating costs.

The institute was set up under the auspices of the Economic Commission for Africa (ECA) to provide an expert training service for African civil servants. So far, more than 200 planners have trained at Dakar and hundreds more have attended regional and national courses in different parts of Africa.

Students check the notice board at the African Institute for Economic Development and Planning in Dakar. All documents are printed in French and English.

(Photo UNDP)

One impetus for the changes is that the institute's main course has been duplicated at many African national educational institutions. The new programme will emphasize Pan-African aspects of training which cannot be pursued at the national level.

In addition, the institute will organize sub-regional seminars to meet the training needs of countries which have not yet started development studies. Ultimately, even those coun-

Le 650ème anniversaire de la mort de l'un des plus grands poètes turcs, Yunus Emre, sera marqué, cette année, par un colloque international et la réédition de ses œuvres en turc, en français en en anglais.

On connat peu de choses de la vie de Yunus Emre sinon qu'il fut derviche en même temps que poète. De son vivant il acquit une grande popularité et fut bientôt vénéré comme un saint. Ses tombeaux — la légende lui en attribue aux quatre coins de la Turquie — attirent d'innombrables pèlerins. Les poèmes de Yunus Emre, transmis par la tradition orale de génération en génération, exaltent l'amour divin et l'amour profane. Cette vision du monde a inspiré le thème du colloque qui lui est consacré : « Yunus Emre, précurseur humaniste du 13ème siècle ». Une trentaine d'érudits — turcs, français, anglais, allemands et américains — participeront à cette rencontre, qui aura lieu à Istanbul du 6 au 8 septembre.

Le Ministère de l'éducation de Turquie organise d'autre part un concours de dissertation dans les écoles secondaires, et la radio et télévision turques diffuseront des programmes spéciaux consacrés au poète.

(Informations Unesco)

The United Nations Postal Administration announced that it would issue a new commemorative stamp on 12 March on the theme « International Support for Refugees ». Two United Nations agencies are occupied with the refugee problem : the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA). The new stamp will be issued in United States and Swiss denominations. The 6-cent stamp, in brown, will be issued in a quantity of 2,400,000; the 13-cent stamp, in blue, in a quantity of 2,000,000; and the F.s. 0,50-stamp, in red, in a quantity of 1.900.000. The stamp was designed by Kaare K. Nygaard, and Martin J. Weber, both of the United States. It will measure 33.4 mm. horizontally x 25.4 mm. vertically, perforation to perforation. It will be printed in offset by Job. Enschede en Zonen, Netherlands. The design depicts a bronze sculpture by Mr. Nygaard of two adults fleeing with two children and includes the text « International Support for Refugees » and « UNHCR-UNRWA ». The text appears in French on the Swiss denomination stamp. *(UN Monthly Chronicle)*

Sweeping changes in training programmes are underway at the African Institute for Economic Development and Planning in Dakar, capital of Senegal. The reforms aim to make the courses more adaptable to regional needs. Developed with UNDP funds, the institute has trained hundreds of civil servants from about 40 African countries since 1964 to help meet the critical shortage of development planners.

Now a research fellowship programme will replace the existing nine month course by the end of the year, when candidates under the old course finish their training.

The UNDP has provided about S5.7 million to the institute since 1964. An additional $2.61 million has been approved for the new development during the next two years.

The aid helps finance library facilities, the staff costs, faculty fellowships and the supply of equipment. African countries cooperating with the institute contribute funds to meet local operating costs.

The institute was set up under the auspices of the Economic Commission for Africa (ECA) to provide an expert training service for African civil servants. So far, more than 200 planners have trained at Dakar and hundreds more have attended regional and national courses in different parts of Africa.

Students check the notice board at the African Institute for Economic Development and Planning in Dakar, All documents are printed in French and English.

(Photo UNDP)

One impetus for the changes is that the institute's main course has been duplicated at many African national educational institutions. The new programme will emphasize Pan-African aspects of training which cannot be pursued at the national level.

In addition, the institute will organize sub-regional seminars to meet the training needs of countries which have not yet started development studies. Ultimately, even those coun-

tries would be guided to set up national or subregional institutes.

During 1972, four two-month subregional seminars will be organized at Kinshasa, Cairo, Dar-es-Salaam and Algiers. These seminars will follow a practical rather than theoretical approach.

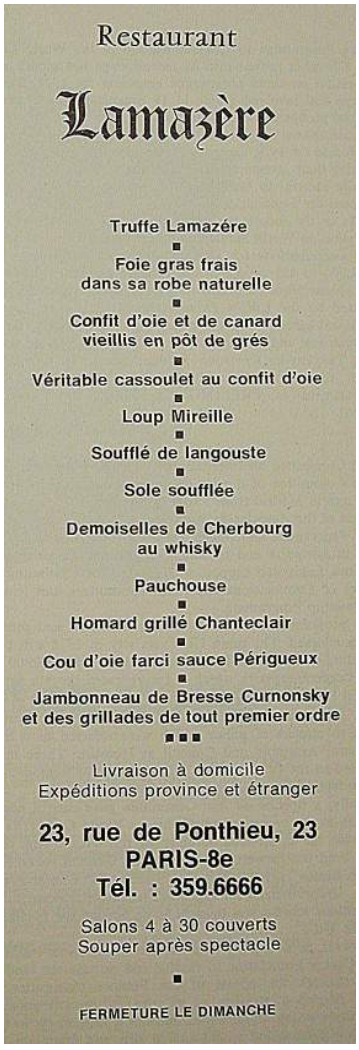
(Pre-Investment News)

If any further proof is needed that the student generation of today has scant respect for the worn-out traditions and institutions that still clutter up far too many campuses, it was supplied in abundance at the Fourth European University Meeting (EUM) held in Rome from April 1 to 4. Organized by the Istituto per la Cooperazione Universitaria (ICU, Rome) and the Institut International d'Etudes sur l'Education (IIEE, Brussels), the Fourth EUM was the culmination of six months of preparatory work by more than a thousand students, teachers and researchers. Each of the 12 national commissions set up for the purpose of studying existing conditions on campus in their own countries contributed material used in the final drafting of the document prepared for the EUM by the ICU Research Department. Before presentation at the Meeting the document was discussed at a conference of the heads of the national commissions.

The opening day speeches were delivered by three experts selected by IIEE : Harold J. Perkin, Professor of Social History at the University of Lancaster and President of the Association of University Teachers of the United Kingdom; Professor Eugeen De Jonghe, pro-Dean of the Faculty of Economic and Social Sciences at the University of Louvain, Belgium, and Associate Professor Gianni Giannotti, former head of the Research Department of the G. Agnelli Foundation in Italy.

Professor Perkin discussed the problem of reconciling « size with democracy » in the modern university, pointing out that the massive dimensions of many institutions of higher education have given increasing numbers of individual students a sense of powerlessness which they have then attempted to overcome through organized protest. Professor De Jonghe's paper stressed the distinction between « genuine political discussion » and the « deceitful forms of contention... and methods of intimidation » that have been brought into the classrooms by extremists. Teachers and students should have the same political rights as other citizens, Professor De Jonghe stated; but the university should never be « subservient » to politics, either of the left or the right. Professor Giannotti discussed the social and cultural aspects of academic life, pointing out that the university is a microcosm of society at large that reflects many of society's prejudices and privileges. The old university is dead, Giannotti concluded; in its stead must come a new university that is a « conscious interdependent organ within the body of the community. »

Before the Fourth EUM was over, the students had criticized the teaching staffs in most European countries as representative of middle-class values, too closely tied to the political and economic power structure. They were described as authoritarian and accused of trying to instill dogmatic * truths » rather than encouraging the student to think for himself.. At the same time, the participants criticized the majority of students for « passivity », both in accepting academic « knowledge » without question and in not seeking on their own to initiate specific university reforms.



The institutions that the young have inherited from the past stand in need of searching redefinition. The Fourth EUM made an important contribution to this effort by discussing the issues in a spirit of conscientious criticism.

(IIEE)

The Programme to Combat Racism of the World Council of Churches moved into its second stage last month with a decision on three programme emphases for 1971. The first stage had involved grants to 19 organizations of oppressed racial groups to be used for humanitarian purposes. At its annual meeting here the 25-member commission responsible for PCR agreed, to assist member churches in analyzing their investments to make sure they are not furthering white racism, to hold a symposium on land rights and to expose the exploitation of Indians in Latin America. Late in the month the Lutheran World Federation's Commission on World Service approved the soliciting of designated contributions for specific humanitarian projects worth $ 92.900 to aid people in areas liberated from colonial rule in Mozambique. Implementing the human rights resolution passed by the LWF's Evian Assembly last year, the commission agreed to seek money for relief goods, medical, educational and agricultural services to be facilitated through the Tanganyika Christian Refugee Service in cooperation with the Mozambique Institute and the social services department of FRELIMO, the Mozambique Liberation Front.

(Ecumenical Press Service)

The Committee on International Congresses and the Executive Committee of the Union Internationale contre le Cancer met in Madrid from 5 to 9 November, 1970, at the invitation of the Asociación Española contra el Cancer. The Programme and Budget for 1971 were adopted. A number of symposia and training programmes were decided in various fields and support was allotted for continuing activities of Commissions and their Committees, not least the Fellowship Programme.

The programme for 1972 was also discussed and provisionally adopted. The main UICC activity in 1972 will be the Meeting of the Council in Sydney and the International Cancer Conference, with which is incorporated the 8th International Pigment Cell Conference.

The Executive Committee in Madrid also gave consideration to matters of policy which were referred to it by the General Assembly and Council at Houston. These matters related to the functions and effective role of Regional Vice-Présidents and the problem of membership dues. Finally, a Special *ad hoc* Committee gave careful consideration to the project of establishing a World Cancer Bank to provide the much-needed funds for the UICC. This project had been put forward at the Houston General Assembly by Sr. J. Biosca Torres on behalf of the Spanish Cancer Association. Unfortunately, for legal and technical reasons, such an ambitious scheme was thought to be beyond the possibilities of the UICC.

However, in its place it was decided to set up an International Cancer Foundation to receive and manage the funds raised through the efforts of the Finance Committee. The uicc needed a measure of security to develop good programmes which would attract additional support for its work. Such a Foundation would enable gifts and donations to be segregated from the regular annual budget of the UICC.

Liège

Le Palais des congrès de Liège a publié le rapport des activités qui se sont déroulées dans ses locaux en 1970.
Ce bilan s'élève à 1.003 manifestations réparties de la façon suivante :

1) congrès, colloques, symposia et journées d'études 92, soit 11 de plus que l'année précédente.	92
2) manifestations culturelles, c'est à dire conférences, séances de cinéma, représentations théâtrales et concerts : 194, soit sensiblement le même chiffre qu'en 1969	194
3) bals, séances récréatives, éducatives ou sociales	99
4) expositions :	29
5) réunions diverses : 589 contre 368	589
Total.	1.003

Les congrès se répartissent en 38 congrès internationaux, 23 nationaux et 31 régionaux.

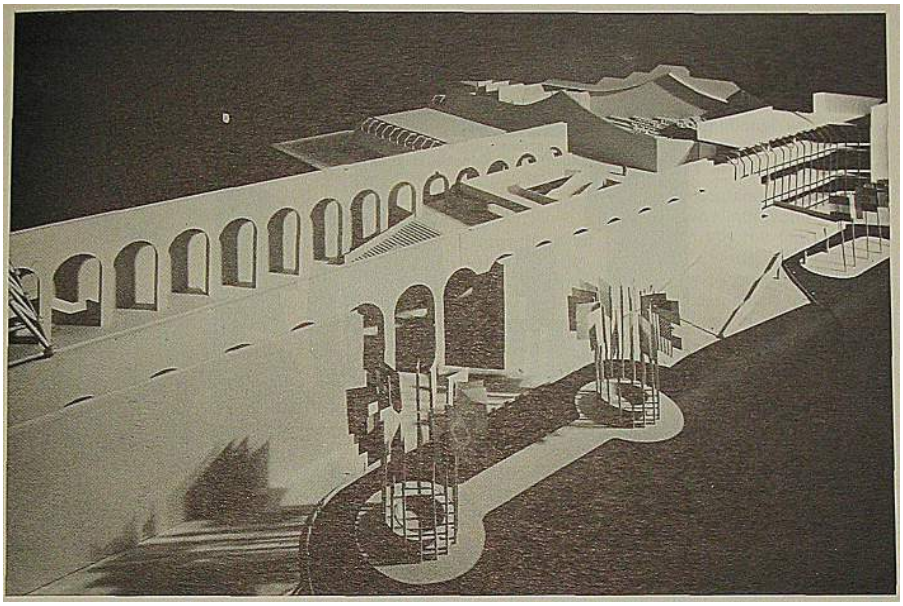
Turin

Le Conseil du Centre international de perfectionnement professionnel et technique de l'OIT a approuvé les grandes lignes de programmes de la prochaine année académique du Centre (1971-72), avec un budget de 5,4 millions de dollars.
L'organisation de 33 programmes de perfectionnement et de 14 séminaires, pour 1.500 participants, est prévue.
Les programmes du Centre sont élaborés pour le personnel chargé de la formation professionnelle, ce qui est le plus sûr moyen de parvenir à la multiplication rapide des connaissances, et s'adresse particulièrement à des directeurs de Centres de formation professionnelle ou technique, à des cadres supérieurs ou intermédiaires d'entreprises publiques et privées, à des responsables syndicaux et à des instructeurs de formation professionnelle.

Caractère des Congrès organisés au Palais des Congrès de Liège en 1970

Congrès	scientifique	éducatif	culturel	- politique	professionnelle	social	économique	commercial	TOTAUX
Internationaux	13	4	5	3	2	5	4	2	38
Nationaux ou régionaux	4	4	10	5	12	9	2	8	54
TOTAUX	17	8	15	8	14	14	6	10	92

Au total, les 92 congrès qui se sont tenus au Palais des Congrès en 1970 ont réuni 17.235 congressistes. En estimant à trois jours en moyenne la durée de leur séjour à Liège, cela représente pour cette ville 51.605 « journées congressistes ».



Maquette du futur palais des Congrès de Innsbruck (Autriche) qui sera inauguré en septembre 1973

Genève

Un congrès international est pour un organisme comme la Fédération internationale Pharmaceutique un moyen d'expression fort complexe. Chaque congressiste jugera de sa réussite en fonction de ses propres exigences. Il y en avait plus de 1.800 à Genève lors de la 23ème Assemblée Générale et du 30ème Congrès international des Sciences Pharmaceutiques qui se déroulèrent simultanément du 31 août au 5 septembre 1970. Tous à différents titres, ont pu y trouver ample matière à satisfaction. Des initiatives heureuses ont été prises lors de ce congrès ; notamment pour la première fois dans l'histoire de la F.I.P. les participants ont reçu un quotidien du congrès. Tous les jours à 11 heures précises les congressistes recevaient leur exemplaire de « F.I.P. News » qui contenait, en 3 langues, des informations concernant le programme du lendemain, les modifications éventuelles, des extraits des principales communications, des éditoriaux, une chronique quotidienne, etc. Le journal comptait douze pages et sa présentation soignée était encore rehaussée par de nombreuses illustrations. Le but de la publication était d'intensifier la participation des congressistes en donnant des comptes-rendus des séances auxquelles ils avaient assisté, tout en les informant sur celles qu'ils n'avaient pas pu suivre.

Estoril

Quelque 300 délégués venus de 23 pays ont pris part au premier Congrès ibéro-américain de Médecine Physique et de Réadaption qui s'est tenu à Estoril au Portugal du 27 septembre au 2 octobre dernier. Des médecins, experts et autres personnels de santé ont discuté des problèmes d'intérêt commun en matière de réadaptation. Parmi les sujets étudiés d'une manière approfondie, on peut citer la valeur économique et sociale de la réadaptation, grâce à la nouvelle capacité

La médaille commemorative du Congrès

Cette médaille commémore le 1er Congrès ibèro-américain de réadaptation. On peut y lire : « Ce sont *les aptitudes* ou; *comptent - non les handicaps* » et *(au dessous) la Décennie de la Réadaptation, 1970-1980.*

de gains de personnes réadaptées, les aspects médicaux de la réadaptation, notamment en ce qui concerne l'étiologie et le traitement de la spasticité ; la formation du personnel, en particulier dans les branches para-médicales.

Congress evaluation

The International Society for Rehabilitation of Disabled has published a booklet entitled : • The Value of International Congresses » which gives an evaluation of the congresses of this association and specialy the Eleventh one. These evaluations attempted to determine in the congresses effectively serve their purposes and how they might be improved.

Amongst others we have pointed out the following information : The Eighth World Congress of the International Society was held in New York City, U.S.A. in 1960. Almost four-fifths of the more than 3,000 participants in this Congress were from the host country and its neighbor, Canada. An analysis of the professional affiliation of the participants attending this Congress indicated that approximately 40 % were physicians or administrators and the majority of the remaining participants were either physical therapists, occupational therapists, psychologists, social workers, teachers, or volunteers. A similar distribution of professional affiliation was noted among the 1,700 delegates to the Ninth World Congress held in Copenhagen, Denmark in 1963. Evaluation questionnaires were distributed to participants during both of these Congresses. In both instances, it was found that only a small percentage of delegates returned their questionnaires. During the Eighth World Congress, five percent of the participants returned questionnaires initially and almost one year of intensive follow-up activity was required to obtain responses from a total of ten percent of the participants. Statistics regarding reactions to the Ninth World Congress were based upon responses from less than ten percent of the delegates. An eleborate procedure for coding the responses on computer punch cards was devised during the Eighth World Congress evaluation to allow statistical procedures including factor analysis to be used in analyzing the nature of participant reactions. Yet the participant opinions which were reflected in both evaluations appeared to be quite similar.

The participants in both the Eights and Ninth World Congresses generally felt that the main value of a world congress lay in its ability to provide opportunities for delegates to form new associations and contact old friends. They considered the exposure to new ideas and approaches which these contacts gave them to be more important than learning specific skills or techniques. During both Congresses, comments about the nature of the technical program were also quite similar. In general the participants suggested that :

« Fewer sectional meetings be conducted simultaneously and the least related sessions be held at the same time ; large plenary sessions be broad in scope and of exceptional quality ; papers be distributed in advance of the sessions whenever possible ; programs be presented at higher scientific levels; opportunities for discussion be fostered in sectional meetings and through informal social activities; the subject matter and the professional background of participants be less heterogeneous ; tours be held throughout the week ; and the broad nature of the Congress programm be retained. »

« More than 2,000 delegates from 65 countries participated in the Eleventh World Congress. Approximately one-third of these participants were from the host country and the United

Kingdom and one-quarter were from North America. The remaining participants came from the wide variety of other nations represented at the Congress. While the total attendance was similar to attendance at previous congresses held in the European region, it appears that a greater proportion of the delegates than in the past were from different countries. Participants who registered early for the Congress were charged reduced fees. »

« The content of the Congress program was organized by a planning commitee of the host organization with extensive cooperation from the Secretariat of the International Society. One general plenary session was held each morning and was usually followed by three sets of five simultaneous sectional sessions. Sixty-five meetings were held in all as part of the Congress program. More than 30 minutes within each 90 minute sectional meeting were allotted for audience discussion. »…

New-York

The New York Convention and Visitors Bureau's intensified sales efforts are a major factor in determining the success of New York's visitor industry and the city's staying power as the world's most popular convention and exposition center. During the year 1970, 815 conventions with 2,705,000 delegates accounted for the spending of $266,625,000.

Règlement de séances techniques

Etablir et transmettre aux par; ticipants avant un congrès, le règlement des séances techniques, permet un travail efficace lors du congrès ; nous publions à cet égard les instructions transmises par l'Union Internationale des Transports Publics à ses membres :

I. Dispositions générales

1. Les rapports sont distribués aux membres au moins un mois avant l'ouverture du Congrès. Ils sont donc considérés comme connus.
2. Le Comité de Direction a désigné parmi les membres de l'UITP un président de séance pour la discussion de chaque rapport.
3. Le président *a* reçu d'avance le rapport à discuter ainsi qu'une copie des réponses reçues des membres de l'UITP au questionnaire distribué dans le cadre de la préparation du rapport.

Le Président et le Comité de Direction de l'UITP rappellent aux Congressistes que l'objet d'une séance technique est de discuter le rapport, les opinions exprimées tant par l'auteur que par les orateurs, et surtout de tirer les conclusions de cette discussion.

II. Discussions

1. Les membres qui désirent participer aux discussions sont priés de remplir un formulaire de demande de parole et de le remettre au Secrétariat du Congrès qui transmettra cette demande aux Présidents de Séance.
2. Le Président de séance ouvrira la discussion par un bref commentaire au sujet du rapport et chargera l'auteur du rapport de présenter un résumé de son travail et de rappeler la conclusion qu'il souhaite en tirer. La durée de cet exposé ne dépassera pas en principe dix minutes.
3. Le Président donne ensuite la parole aux orateurs inscrits ; il s'opposera à ce que ces interventions sortent du sujet ou ne prennent la forme d'un rapport supplémentaire, et il en limitera strictement la durée. Des interventions impromptues sont autorisées. Celles-ci devront être énoncées clairement et lentement pour faciliter la traduction simultanée. Le Président pourra résumer certaines interventions et faire remarquer l'influence qu'elles pourraient avoir sur la conclusion proposée par le rapporteur.

III. Conclusions des rapports

A la fin des Séances Techniques, le Président de Séance invitera les orateurs ayant pris part à la discussion à se réunir. avec lui et l'auteur du rapport en vue d'élaborer la conclusion définitive à présenter à l'Assemblée Générale.

IV. Traduction simultanée

1. Un service de traduction simultanée sera assuré : les interventions faites en français, anglais ou allemand seront donc traduites simultanément dans les deux autres langues.
2. Afin de faciliter le travail des interprètes, il est vivement recommandé aux auteurs des interventions de préparer celles-ci d'avance et d'en remettre dès leur arrivée trois exemplaires au Secrétariat du Congrès.

V. Projection de films et diapositives

Les orateurs qui désirent faire projeter des diapositives ou des films sont priés d'en aviser le Secrétariat Général ».

New International Meetings Announced

Information listed in this section supplements details in the Annual International Congress Calendar (published as the December 1970 issue of the magazine) as well as details in earlier 1971 issues

1971 Jul 1-3 Berne (Switzerland)
Convention of the Int Federation of the Tiler Trade. P. 250.
Mr George Weber, Spisergasse 41, 9000 St *Gallen, Switzerland.*

1971 Jul 1-7 Liège (Belgium)
Colloque Int de géographie physique.
Prof P Macar, Place du XX Août 7, 4000 Liège, Belgium.

1971 Jul 2-5 Munich (Germany, Fed Rep)
European Broadcasting Union. General assembly.
1 rue de Varembé, 1211 Geneva 20, Switzerland.

1971 Jul 3-4 The Hague (Netherlands)
European Billiards Confederation. 13th general assembly.
J Bahut du Mares, 7 rue du Kriekenput, 1180 Brussels, Belgium.

1971 Jul 4-10 Gyula (Hungary)
Hungarian Esperanto Association. 9th int summer university. P: 200.
Somera Esperanto-Univ, TIT, 48-as u II, Gyula, Hungary.

1971 Jul 6-8 Prague (Czechoslovakia)
Czechoslovakia Academy of Sciences. 4th annual session of the Biological Society of the CSAV with int participation.
Cs *biologicka spolecnost pri CSAV, Tr Obrancu miru 10, Brno, Czechoslovakia.*

1971 Jul 15-19 Quito (Ecuador)
Junior Chamber Int. Int conference.
Raul Izurieta, PB 638, Quito, Ecuador.

1971 Jul 17-23 Versailles (France)
European Asn for Animal Production. 10th int congress. P : 800.
Prof J Delage, 16 rue Claude Bernard, 75-Paris 5e.

1971 Jul 21-25 Torun (Poland)
Polish Esperanto Youth Organization. 7th int seminar. P : 100,
Studenta Science Rondo, ul Mickiewicza 6/10, Torun, Poland.

1971 Jul 23-25 Managua (Nicaragua)
Junior Chamber Int Int conference.
Heinz O Boehmer, Apartado 1194, Managua, Nicaragua.

1971 Jul 23-Aug 2 Herrasmarmi (Finland)
Int Falcon Movement/Socialist Educational Int Int falcon camp. P : 2000.
IFM-SEI, Rauhenstetngasse 5, P O Box 583, 1011 Vienne, Austria.

1971 Jul 24-Aug 2 Norrkoping (Sweden)
European Association for Special Education. Int. conference : Teaching the handicapped child.
R Hermelin, 85-86 Newman Street, London W 1, UK.

1971 Jul 25-Aug 1 Helsingor (Denmark)
Int holiday espéranto courses. P : 40.
L Friis, Ingemannsvej 9, 8230 Aabyhoj, Denmark.

1971 Jul 28-Aug 6 Vienna (Austria)
Int Transport Workers' Federation. 30th congress. P : 500.
ITF, Maritime House, Old Town, Clapham, London SW4, UK.

1971 Jul 30-Aug 6 Romney Marsh (UK)
Universal Esperanto Association. 11th Int children's congress. P : 50.
UEA, Nieuwe Binnenweg 176, Rotterdam 3002, Netherlands.

1971 Jul 31-Aug 3 Washington (USA)
World University Roundtable. 24th annual meeting.
Box 4800-K, University Station, Tucson, Arizona 85717, USA.

1971 Jul 31-Aug 6
World Assembly of Youth. West African symposium on youth and co-operatives.
Rue d'Arlon 39-41, 1040 Brussels, Belgium.

1971 Aug 5-11 Bonn (Germany, Fed Rep)
World Organization for Early Childhood Education. 13th world assembly : The educational role of play for young children. P : 700.
Dr Manfred Muller, Zeppelinstr 95, 7 Stuttgart, Germany (Fed Rep).

1971 Aug 7-9 Kingston (Jamaica)
Int Council on Education for Teaching. World assembly : Crisis and change in teacher education.
Frank H Klassen, *ICET, Suit 610, One Dupont Circle, Washington, D C 20036, USA.*

1971 Aug 8-14 Edinburgh (UK)
World Organization of Young Esperantists. 27th congress.
Tutmonda Esperantista Junulara Organizo, Nieuwe Binnenweg 176, Rotterdam 2, Netherlands.

1971 Aug 13-17 Buenos Aires (Argentina)
Sociedad Argentina de Contactologia. Ist Int congress.
Casilla de Correo 63, Suc 12 B, Buenos Aires, Argentina.

1971 Aug 16-20 Jerusalem (Israel)
Computer Committee of the Economic Conference. The Jerusalem conference on information technology.
18 *Keren Hayesod St, P O Box 7170, Jerusalem, Israel.*

1971 Aug 26-29 Lund (Sweden)
Society for Social Responsibility in Science. Annual Conference.
221 Rock Hill Road, Bala Cynwyd, Pa 19204, USA.

1971 Aug 31-Sep 4 Berne (Switzerland)
European Convention of anaesthesia. P : 1500.
Prof *Dr B tschirren, Dept for Anaesthesia of the University Hospital, Freiburgstrasse, 3000 Berne, Switzerland.*

1971 Aug 31-Sep 6 Prague (Czechoslovakia)
Czechoslovakia Academy of Sciences. 3rd int congress on acarology.
Parazitologicky ustav CSAV, Flemingovo nam 2, Praha 6, Czechoslovakia.

1971 Sep 4-8 Bled (Yugoslavia)
2nd int symposium on the mineral deposits of the alps.
Slovensko Geolosko Drustvo, Novi *Trg 3, Ljubljana, Yugoslavia.*

1971 Sep 5-11 Ostend (Belgium)
Int Association of Horticultural Producers. Congress.
Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles, 7 rue Gaucheret, 1000 Brussels, Belgium.

1971 Sep 5-14 (Israel)
National Council for Research and Development Center of Scientific and Technological Information. Int seminar on information storage and retrieval.
ILTAM, P O Box 7170, Jerusalem, Israel.

1971 Sep 6-8 Paris (France)
Int Society for Mathematics in Biology. 3rd int congress : Intra- and extra-cell phenomena-macrobiological aspects.
Dr Collot, 11 bis avenue de la Providence, 92 Antony, France.

1971 Sep 6-9 Prague (Czechoslovakia)
Czechoslovakia Academy of Sciences. Int conference : Thermodynamics of interactions in polymer solutions.
Ustav makromolekularni chemie CSAV, Na Petrinach 1888, Praha 6, Czechoslovakia.

1971 Sep 6-10 Parianske (Czechoslovakia)
Czechoslovakia Academy of Sciences. Int conference : advance in microbial engineering.
Mikrobiologicky ustav CSAV, Budejovicka 1083, Praha 4, Czechoslovakia.

1971 Sep 13-18 Versailles (France)
Société Française des Ingénieurs et Techniciens du Vide. 3e colloque int sur les applications de la technique du vide à l'industrie des semiconducteurs, des composants électroniques et de la microélectronique.
19 rue du Renard, 75 Paris 4e, France.

1971 Sep 15-18 Louvain (Belgium)
Int Political Science Association. Round table.
Rue des Champs Elysées 43, 7050 *Brussels, Belgium.*

1971 Sep 16-19 Milan (Italy)
Int Committee of the Association of Adoptive Families/ Opera Nazionale Maternita e Infanzia/Centro Studi Sangemini. World conference on adoption and foster placement.
Centro *Studi Sangemini, Corso Italia 22, 20122 Milano, Italy.*

1971 Sep 18-24 Salzburg (Austria)
Int Council for Philosophy and Humanistic Studies. 11th general assembly.

1971 Sep 6-15 Smolenice (Czechoslovakia)
Czechoslovak Academy of Sciences. Int summer school on the investigation of the surface structures of solids by LEED and supplementary méthodes.
M Laznicka, Inst Old Solid State Physics, Czechoslovakia Academy of Sciences, Cukrovarnicka 10, Praha 6, Czechoslovakia.

1971 Sep 7-10 Rome (Italy)
Council of European Municipalities. Int symposium : Radioecology applied to the protection of man and his environment.
c /o *Association des Maires de France, 89 avenue Niel, 75 Paris 17e, France.*

1971 Sep 8-9 Kuala Lumpur (Malaysia)
Food and Agriculture Organization of the UN. 5th regional conference on animal production and health in the Far East.
FAO, Via Délie Terme di Caracalla, 00100 Rome.

1971 Sep 8-9 - Paris (France)
2nd int symposium on pédiatrie surgery. P : 500.
Congres-Service, *1 rue Jules Lefebvre, 75 Paris 9e, France.*

1971 Sep 8-10 Munich (Germany Fed Rep)
Centre Technique Int de l'Embouteillage/Institut National de l'Embouteillage. 8e congrès int de l'embouteillage.
7 rue de la Boétie, 75 Paris 8e, France.

1971 Sep 8-10 Paris (France)
Association Int des Léprologues de Langue Française, meeting.
Pr Basset, Clinique Dermatologique, 1 Place de l'Hôpital, 67 Strasbourg, France.

1971 Sep 12-18 Berne (Switzerland)
5th int convention for actuaries, P : 500,
Dr L Wildmann, Association Int pour la Sécurité Sociale, 154 rue de Lausanne, 1211 Geneva, Switzerland.

J Ommerson, CIPSH, Maison de l'Unesco, 1 rue Miollis, 75 Paris 15e, France.

1971 Sep 19-25 Prague (Czechoslovakia)
Czechoslovakia Academy of Sciences. Int conference 6th Prague conference on information theory, statistical decision function and random processes.
Ustav teorie informace a automatizace CSAV, Vysehradska 49, Praha 2, Czechoslovakia.

1971 Sep 20-22 Lancaster (UK)
Operational Research Society. Annual conference.
Mrs M Kinnaird, Operational Research Society, Cannon Street, London ECAN 6AD, UK.

1971 Sep 20-24 Berlin (Germany, Fed Rep)
British Nuclear Energy Society/BAM Conference. 1st int conference on structural materials in reactor technology.
1-7 Great George Street, London SWI, UK.

1971 Sep 23-29 Ottawa (Canada)
North Atlantic Assembly. 17th annual session.
Place du Petit Sablon 3, 1000 Brussels, Belgium.

1971 Sep 26-29 Herceg Novi (Yugoslavia)
European Group for the Study of Lysosomes. 2nd int research conference.
Prof, Vladimir Pantic, Division of Cytology and Embryology Research, 29 Novembar 142, Beograd, Yugoslavia.

1971 Sep 27-Oct 2 Bucharest (Rumania)
Food and Agricultural Organization of the United Nations, Int Poplar Commission. 14e session.
Via délie Terme di Caracalla, 00700 *Rome, Italy.*

1971 Sep 28-Oct 1 London (U)
Institution of Electrical Engineers. Int conference : Centralised control systems.
Savoy Place, London WC2R OBL, UK.

1971 Sep 29-Oct 2 Versailles (France)
Fédération des Chambres Syndicales de l'Industrie du Verre. 9e congrès int du verre. P. 1000.
Mr Léger , 3 rue de la Boétie ,75 Paris 8e , France.

1971 Sep Basko Polje, Split (Yugoslavia)
Int Civil Defense Organization. World Conference on disaster assistance.
28 av Pictet-de-Rochemont, Geneva.

1971 Sep Ljubljana (Yugoslavia)
2nd int symposium on the mineral deposits of the alps.
Slovensko geplosko Drustvo, Novi Trg 3, Ljubljana, Yugoslavia.

1971 Sep Oxford and Harwell (UK)
Int conference : Modern development in flow measurement.
Mr C Preuveneers, AERE, Harwell, near Didcot, Berks, UK.

1971 Oct 3-5 Monte Carlo (Monaco)
Association des Fabricants Européens de Rubans Auto-Adhésifs. Congrès. P : 100.
Service des Congrès, avenue d'Ostende, Monte-Carlo, Monaco.

1971 Oct 4-7 Tokyo (Japan)
Int gas turbine conférence. Ex.
Prof K Kometori, Dept of Mechanical Engineering, Fac of Engineering, Kio University, Koganei-Shi, Tokyo, Japan.

1971 Oct 4-8 Monte Carlo (Monaco)
3rd Int Conference of Transworld Radio. P : 200.
Service des Congrès, avenue d'Ostende, Monte-Carlo, Monaco.

1971 Oct 5-15 London (UK)
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization. Assembly 7th session and council 27th session.
101-104 Piccadilly, London WIV OAE, UK.

1971 Oct (1st week) (Italy)
Int Federation of Thermalism and Climatism. General assembly.
Hatternweg 5, 9000 St Gallen, Switzerland.

1971 Oct 6-10 Nice (France)
Int Division Pipe Line Contractors Association. Congress.

C : *O Association des Maires des villes de congrès 7 rue Balzac, 75 Paris 8e, France.*

1971 Oct 10-14 Sao Paulo (Brazil)
World Federation of Neurology. 3rd Pan American congress of neurology.
Prof J Armbrust-Figueiredo, Dept of Neurology, P O B 301, Ribeirao Preto, Sao Paulo, Brazil.

1971 Oct 11-13 The Hague (Netherlands)
Enamellers congress.
Dr J de Jong, TNO, Stietstjesweg 1, Delft, Netherlands,

1971 Oct 11-14 Istanbul (Turkey)
2nd Mediterranean congress on thromboembolism.
VIP Turizm Pirinççioglu Ltd, Halaskârgazi Cad, 137, Pangalti, Istanbul, Turkey.

1971 Oct 11-18 Boston (USA)
Int Union of Pure and Applied Physics. Int conference on solid surfaces.
Dr C C Butler, Nuffield Foundation, Nuffield Lodge, Regent's Park, London NW1 4RS.

1971 Oct 13-14 Sao Paulo (Brazil)
Int Bureau for Epilepsy. Int meeting on epilepsy.
3-6 *Alfred Place, London WCIE 7ED, UK.*

1971 Oct 14-20 Dusseldorf (Germany, Fed Rep)
5th int congress for instrumentation and automation. Ex.
NOWEA, POB 10203, 4000 Dusseldorf 10, Germany Fed Hep.

1971 Oct 18-20 Paris (France)
Balkan Medical Union/Int Stomatological Association. 7e cours int de perfectionnement : « Actualités en stomatologie ».
10 rue Progresul, Bucharest, Rumania.

1971 Oct 18-21 Madrid (Spain)
Int Federation for Hygiene and Preventive Medicine. 6th congress.
Dr E Musil, Mariahilferstrasse 177, 1150 Vienna XV, Austria.

• 1971 Oct 18-22 Santa Cruz de Tenerife (Spain)
European Confederation of Agriculture. 23rd general assembly.
Case *Postale 87, 5200 Brougg, Switzerland.*

1971 Oct 18-23 Bucharest (Rumania)
5th int symposium on the construction and use of beta-trons.
Prof A Sanielevici, Dept des Techniques Electroniques et Nucléaires, Institut de Physique Atomique, B P n°35, Bucharest, Rumania.

1971 Oct 19-23 Rhodes (Rhodes Isle)
Universal Federation to Travel Agents Associations. 5th world congress.
Avenue Marnix 30, 1050 Brussels, Belgium.

1971 Oct 22-24 Barcelona (Spain)
13th congrès int de cinéma et T.V,

José *Ma Otero-SONIMAG, Av. Ma Cristina, Palacio 1, Barcelona 4, Spain.*

1971 Oct 24-28 The Hague (Netherlands)
Society for Int Development. Conference.
Honthorststraat 9, Amsterdam, Netherlands.

1971 Oct 24-31 Ispahan (Iran)
Int Council of Monuments and Sites/Iranian National Committee of ICOMOS. Int symposium on the preservation of unbaked brick buildings.
ICOMOS, Palais ' de Chaillot, Aile de Paris, Place du Trocadéro, 75 Paris 16e, France.

1971 Oct 25-29 Munich (Germany, Fed Rep)
Congrès Int des systèmes et éléments techniques au service de l'enseignement. Ex.
Muchener Messe-u. Ausstellungsgesellsche mBH, Theresienhohe 13, BP 200, 8000 Munchen 12, Germany Fed Rep.

1971 Oct 25-29 Strasbourg (France)
European Federation of Masseurs-Kinésithérapeutes (Physiotherapists). 14th congress. P : 500-Ex.
9 *rue des Petits-Hôtels, 75 Paris 10e, France.*

1971 Oct 25 - Nov 12 Geneva (Switzerland)
Int Narcotics Control Board. Meeting.
Palais des Nations, 1 2 1 1 Geneva, Switzerland.

1971 Oct 27-29 Caracas (Venezuela)
Inter-American Federation of Public Relations Associations. 10th assembly.
Luis Viteri, Apartado Postal del Este 11260, Caracas, Venezuela.

1971 Oct 27-29 Washington (USA)
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Int electron devices meeting.
345 E 47th Street, New York, N Y 10017, USA.

1971 Oct (Kuwait)
UNIDO, Industrial Development Centre for Arab States/ Government of Kuwait. 2nd conference on industrial development in Arab Countries.
UNIDO, Felderhaus, Rathausplatz 2, P O Box 707, 1010 Vienna, Austria.

1971 Oct 21-23 Liège (Belgium)
24e séminaire int de la commission droit et vie des affaires.
Professeurs Dabin et del Marmol, Commission Droit et Vie des Affaires de l'Université de Liège, rue Charles Magnette 2, 4000 Liège.

1971 Oct Warsaw (Pologne)
Int Union of Alpine Associations. General assembly.
Albert Eggler, Bahnhofplatz 5, 3000 Berne, Switzerland.

1971 Oct (Switzerland)
Federation of Int Youth Travel Organizations. Conference.
Getreidegasse 21, 5020 Salzburg, Austria.

1971 Nov 1-12 Genève (Switzerland)
United Nations. Population Commission. 16th session.
Palais des Nations, 1211 Geneva *22, Switzerland.*

1971 Nov 2-5 Paris (France)
Conference of International Non-Governmental Organizations approved for Consultative Arrangements with UNESCO. 13th conference.
Place *de Fontenoy, 75-Paris 7e, France.*

1971 Nov 3-5 Cologne (Germany Fed Rep)
Int symposium uber warengestaltung und grundungsversamlung der Deutschen gesellschaft fur warenkunde und technologie. P : 200.
Institut fur wirtschaftliche Warenlehre, Haedenkampstr 2, 5 Cologne 41, Germany (Fed Rep).

1971 Nov 6-26 Rome (Italy)
Food and Agriculture Organization of the United Nations. 16th session.
Viale delle Terme di Caracalla, Rome, Italy.

1971 Nov 7-11 Athens (Greece)
Int Hotel Association. Council meeting.
89 rue *du Faubourg Saint Honoré, 75 Paris 8e, France.*

1971 Nov 7-12 San Salvador (El Salvador)
Odontological Federation of Central America and Panama. 12th dental congress.
Mr M A Barridos, Apartado 621, San Salvador, El Salvador.

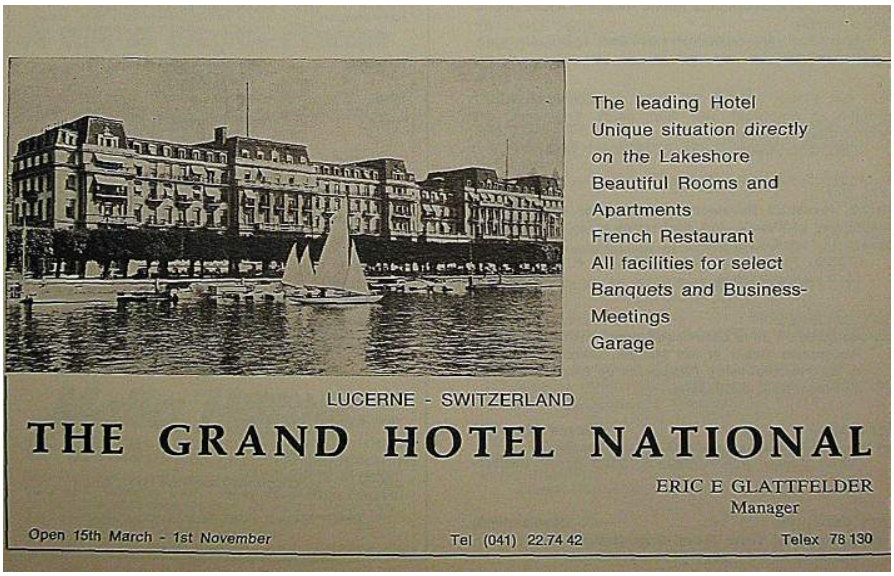
1971 Nov 9-12 Brighton (UK)
Iron and Steel Institute/Institute of Metals. 3rd European symposium on pulvermetallurgie.
Ausschuss fur Pulvermetalturgie, Breite Str 27, *4 Dusseldorf, Germany Fed Rep.*

1971 Nd 15 Honulu (Hawaii)
Int ' Air Transport Association. 27th annual general meeting. P : 500.
IATA, P O Box 315, 1215 Geneva 15 Airport, Switzerland.

1971 Nov 15-19 Rome (Italy)
Int Federation for Documentation /Instituto Nationale dell' informazione. Int conference on training in information work.
Istituto Nazionale dell' Informazione, Via Calamatta 16, Rome, Italy.

1971 Nov 28-dec 12 Mexico City (Mexico)
Int Society of Art and Psychopathology. 3rd symposium Ex.
Docteur *Castrellanos, Insurgentes Sur 1748-503, Mexico 20 D F*

1972 Jan Lucerne (Switzerland)
Int Confederation of Accordionist. Winter congress.
J J Black, Somerset House, Cranleigh, Surrey, UK.



1972 Feb 6-12 New Delhi (India)
Int Union of Pure and Applied Chemistry. 8th int symposium on the chemistry of natural products.
Prof S Rangaswami, Indian National Science Academy, Bahadur Shah Zafar Marg, New Delhi, India.

1972 Mar 3-4 Honolulu (Hawaii)
Pan-Pacific Surgical Association. 12th congress. P : 1800. Ex.
Dr Robert A Rose, 236 Alexandre Young Building, Honolulu, Hawaii 96813.

1972 Mar 13-17 London (UK)
Int Tin Council/Tin Research Institute. Conference on tin consumption.
28 Haymarket, London SWI, UK.

1972 Jun 4-7 Vienna (Austria)
Int College of Surgeons/Austrian Chapter of the Int College of Surgeons. Int congress of cryosurgery.
Dr H Haschek, c/o Secretariat- ICC, Alserstrasse 4, 1090 Wien, Austria.

1972 Jun 18-22 Goteborg (Sweden)
Int Society for Fat Research. Int congress.
LIPIDFORUM, c/o SIK, Fack, 21 Goteborg 16, Sweden.

1972 Jun 19-23 London (UK)
European Federation of Outdoor Advertising. 3rd world congress : Outdoor advertising, int medium of visual communication.
The Conference Centre, 43 Charles Street, Mayfair, London Wl, UK.

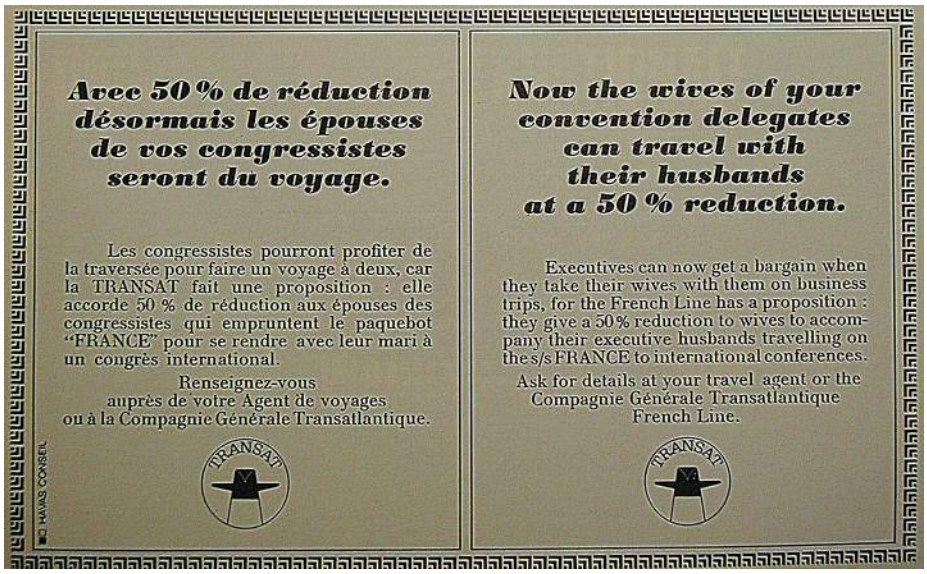
1972 Jul 30-Aug 4 Goteborg (Sweden)
Int Organization for Medical Physics/The Swedish National Committee for Medical Physics. 3rd int conference on medical physics including medical engineering.
Roland Kadefors, Department of Applied Electronics, Chalmers University of Technology, 402 20 Goteborg, Sweden.

1972 Aug 14-18 Elsinore (Denmark)
3rd int conference on social science and medicine.
Dr PJM McEwan, Centre for Social Research, University of Sussex, Falmer, Brighton, Sussex, UK.

1972 Aug 21-25 Dublin (Ireland)
Int Federation of Operational Research Societies. Triennial conference.
Mrs *Kinnaird, Operational Research Society, 62 Cannon Street, London ECAN 6AD, UK.*

1972 Sep 1-8 Berne (Switzerland)
3rd Int convention on sacred music.
Dr *J A Saladin, 4533 Riedholz, Switzerland.*

1972 Sep 5-9 Bale (Switzerland)
Int Union for Electrodeposition and Surface Finishing.
« INTERFINISH ». 8th congress. Ex.
Swiss *Industries Fair « Surface », Postfach, 4000 Basle 21, Switzerland.*



UAI PUBLICATIONS

Yearbook of International Congress Proceedings (every 2 years), 2nd edition (1962-9).
Contents : bibliography of papers, reports and proceedings of meetings of organizations listed in the *Yearbook of International Organizations*. 1st edition; covers meetings in the years 1960-1967, 2nd edition covers meetings in the years 1962-1969. Bibliographies for the meetings in the years 1957,1958 and 1959 are also available.

Directory of Periodicals Published by International Organizations (irregular)
Contents : bibliography of periodicals of organizations listed in the *Yearbook of international Organizations.*

Yearbook of International Organizations (every 2 years), 13th edition (1970-71)
Contents : aims, titles, structure, activities, finance, publications, meetings of international organizations. Includes the *Who's Who in International Organizations* and the *International Initiatese* previously published separately Information on approximately 4000 organizations.

International Congress Science Series
9 volumes on the technicalities of international meeting organization.

Documents for the Study of International Non-Governmental Relations
15 volumes.

le publications envoyée sur demande — **Publication list sent on request**

Où souscrire à votre abonnement et aux autres publications de l'UAI :
soit directement à l'UAI, rue aux Laines, 1, Bruxelles 1, Belgique (voir modes de paiement ci-dessous); soit auprès d'un libraire et. tout particulièrement en :

ALLEMAGNE (R.F.). Libr. Hans Meschendorfer. Hackensttasse 3 /1. Munich 2;. Libr. Rudolf Pieper, Worthstrasse 1/11, 8 Munich; Libr. Alexander Horn, Spiegelgasse 9, 6200 Wiesbaden. — **AUSTRALIA.** B.C.N. Agencies Pty Ltd, 178 Collins Street, Melbourne, Victoria 3000. — **AUTRICHE.** Librairie Gerold *& C* , Graben 31. Vienne 1. **— BELGIQUE** Agence et Messageries de la Presse, me du Persil, 14-22, Bruxelles 1; Office International de Librairie, avenue Marnix. 30, Bruxelles **5.** — **CANADA.** Co-operative Book Centre of Canada Ltd. 125 Bermondsey Road. Toronto 16, Ont — **CHILE,** Libr. Oscar Marin *y* Cia. Casilla 9812, Santiago. **— DENMARK** Libr. Jul. Gjellerup. Solvgade 87, Copenhague

K.' — **ESPAGNE.** Pleyade. Duque de Alba 9, ESPAGNE. Pleyade, Duque de Alba 9. Madrid 12. — **FINLAND.** Akateemine Kirjakauppa. 2 Keskuskatu, Helsinki; Rautalie-kirjakauppa Oy, Kampinkatu 2, Helsinki 10. — **FRANCE.** Librairie des Méridiens, boulevard Saint-Germain, 119, Paris 6e; libr. P. Raymann & C , rue de Tournon. 17, Paris 6e; Offi-Lib, rue Gay-Lussac, 48. Paris 5e; Libr. Technique & Documentation, rue Lavoisier, 11. Paris 8e. — **ISRAEL.** Weiss Subscriptions 1 Jabotinsky Street, Tel AVIV. — **ITALIE.** Libreria Commis. Sansoni, Via Lamarmora 45, Florence; Libr. Ambrogio Raguzzi, Corso Trieste , Rome - **JAPAN .** Kokusai Shobo Ltd.

5 Ogawamachi. 3-chome, Kanda, Chiyoda-ku, Tokyo: Kinokuniya Bookstore Ltd. 826 Tsunohazu 1-chome. Sninjuku-ku, Tokyo. — **NETHERLANDS.** N.V. Meulenhoff-Bruna, Beulingsstraat 2, Amsterdam; Swetz & Zeitlinger, Keizersgracht 487. Amsterdam C: N.V. Martinus Nijhoff. Lange Voorhout 9-11. s-Gravenhage — **NORWAY.** Libr. Tanum-Cammermeyer, Karl Johansgt. 43, Oslo 1. — **PORTUGAL.** Librairie Ferin, 70 rua Nova do Almada 74. Lisbonne. — **SUISSE.** Libr. Herbert Lang & C' Munzgraben 2, Berne . Libr. Payot, 6 rue Granus, Genève. — **SWEDEN.** Librairie •de la Cour C.E. Fritze, Fredegatan 2, Stockholm 6; Almqvist & Wiksell, Gamla Brogatan 26, 101 20 Stockholm 1. — **UNITED KINGDOM.** Blackwell's Foreign Dept. Broad Street. Oxford; Wm Dawson *&* Sons Ltd., Cannon House, Macklin Street; London WC.2. — U.S.A. F. W. Faxon Company, Inc. 515 Hyde Park Avenue, Boston, Mass. 02131; International Publications Service, 303 Park Ave. South, New York NY 10010; Stechert Hafner Inc. 31 East 10th Street, New York NY 10003; Ebsco-National Publications Company. P.O. Box 90901. Los Angeles. California 90009.

Where to renew subscriptions and order other UAI publications :
either directly from the UAI, rue aux Laines, 1, Brussels 1, Belgium (methods of payment are shown below) or through any bookseller, including the following :

MODES DE PAIEMENT — METHODS OF PAYMENT :

Soit :
Par chèque barré à l'ordre de l'Union des Associations Internationales. 1 rue aux Laines. 1000 Bruxelles. Belgique. — (Tel. : (02)11.83.96).
Soit :

Bruxelles : Compte chèque postal n°346.99.
ou Compte n° 451.651 à la Société Générale de Ba nque.

Genève : Compte courant à l'Union des Banques Suisses.

Dusseldorf : Konto Nr 91097 der Deutsche Bank. Konigsallee. 45-47 (Berschrankt konvertierbares DM-Konto). Nach Runderlass des Deutschen Bundeswirtschaftsministeriums Nr 23/53 konnen Abonnementsgebuhren fur den Bezug einer Zeitschrift im Postzahlungsverkehr unmittelbar in das Ausland überwiesen werden.

New York : Account at the First National City Bank, 55, Wall Street.

Paris : Compte n° 58.567 à la Banque de l'Un ion Parisienne, Boulevard Haussmann, 6-8. (C.C.P. de de la Banque n° 170.09).

Rome ; Compte courant, Banco di Roma, 307 Via del Corso.

The Hague : Account 785.330 at R. Mees & Hope, 13, Kneuterdijk.

London : Crossed cheque to Union of International Associations, Acc. n° 045S2334. National Westminster Bank (Overseas Branch), 53 Threadneedle Street, London EC. 2

Barcelona : Compte n°30/1187/3/B. Banco Exterior de Espana.

Either :
By crossed check to the order of the Union of International Associations, 1 rue aux Laines. 1000 Brussels. Belgium — (Tel. ; (02)11.83.96).
Or :